

## Éditorial

## La gauche, entre crise et renoncements...

Dans son roman intitulé 1912+1, l'auteur sicilien Leonardo Sciascia relate la dispute survenue en 1905 entre Jules Renard et Léon Blum lors d'une représentation à Paris de la Gioconda de Gabriele D'Annunzio, le premier reprochant au second son enthousiasme pour l'œuvre du poète nationaliste italien. Sciascia interprète cette anecdote en des termes durs pour le futur chef du gouvernement français : « Les dannunziens sont insupportables : ceux-là mêmes qui ne l'ont jamais lu, qui ne le liront pas, qui, de sa vie, de son fascisme, savent juste ce qui leur permet de croire qu'ils en sont bien loin. Et l'amour de la vérité oblige à dire que l'enthousiasme du socialiste Blum à l'œuvre, en cette lointaine année 1905, peut aussi être considéré comme un signe, suivi de pas mal d'autres, des reniements imprévisibles du socialisme, des socialismes, des socialistes<sup>1</sup>. »

En effet, qui fut Gabriele D'Annunzio et que représentait-il ? Écrivain, poète, homme politique, D'Annunzio fut le chantre enthousiaste et exubérant du nationalisme italien, des guerres de conquêtes coloniales en Libie, de l'entrée de l'Italie dans le premier conflit mondial auquel il prit personnellement part en tant qu'aviateur. En 1919, considérant son pays lésé par les traités de paix, il s'empare avec ses hommes de la ville de Fiume (initialement cédée à la Yougoslavie, sous le nom de Rijeka) et y institue la Régence italienne du Carnaro jusqu'en 1920 avant de se rendre aux troupes italiennes qui l'assiégeaient. Son influence sur Mussolini fut manifeste et, à sa mort en 1938, le Duce lui accorda des funérailles nationales.

Le jugement de Sciascia est sévère, mais l'histoire des « reniements imprévisibles du socialisme » qu'il évoque est malheureusement explicite. Pour ne prendre que le cas de la France, de l'appui à l'entrée en guerre en 1914 à l'abandon de la république espagnole en 1936 par le même Blum, du détricotage progressif du programme du Conseil National de la Résistance<sup>2</sup> à l'application sans sourciller des programmes d'austérité actuels, la liste est longue des renoncements de la gauche à ses idéaux au nom d'un supposé réalisme politique qui s'imposerait à tous.

Les derniers scores électoraux du Front national français sont encore plus impressionnants en regard de l'effondrement concomitant du Parti socialiste et de la gauche en général qui, tous partis confondus, décroche moins de sièges que le mouvement frontiste. Que faut-il en déduire ? Dans une tribune à Libération, le politologue Laurent Bouvet pointe la responsabilité des progressistes en rappelant, avec les mots de George Orwell, que « quand l'extrême droite progresse chez les gens ordinaires, c'est d'abord sur elle-même que la gauche devrait s'interroger<sup>3</sup> ». Un constat et un avertissement qu'avait pourtant déjà formulés l'économiste Frédéric Lordon, en mai 2012, quand il écrivait sur son blog La pompe à phynance : « Il faut donc vraiment des œillères pour ne pas voir, ou ne pas vouloir voir, la régularité granitique qui conduit la vie électorale française : quand l'orthodoxie néolibérale pressure les salaires, dégrade les conditions de travail, précarise à mort ou jette au chômage, quand elle détruit les services publics, abandonne les territoires par restriction financière, menace la sécu et ampute les retraites, toute proposition de rupture reçoit l'assentiment, toute trahison grossit le ressentiment, tout abandon du terrain nourrit le Front national<sup>4</sup>. »

Il semble malheureusement que, de ce point de vue, Marine Le Pen puisse préparer 2017 avec confiance. Les reniements évoqués par Sciascia ne sont en effet pas perdus pour tout le monde... ♦♦

Julien Paulus,  
Rédacteur en chef



(cc) Rama

La défaite du Vlaams Belang :  
une bonne nouvelle en Europe ?

Par Jean Faniel

Lors du scrutin multiple du 25 mai 2014, l'extrême droite francophone, très morcelée et empêchée de déposer des listes sous le sigle FN<sup>1</sup>, n'est pas parvenue à réintégrer les assemblées parlementaires, dont elle a été écartée en 2009 et 2010.

Plus spectaculaire encore a été la défaite du Vlaams Belang (VB). Le parti flamand d'extrême droite a perdu la moitié des voix recueillies en 2010, quasiment les deux tiers des votes obtenus en 2009, et les trois quarts de sa représentation à la Chambre (où il ne pourra plus former un groupe), se heurtant même au seuil de 5 % en Flandre occidentale. Avec un peu moins de 6 % des voix flamandes, le VB chute significativement sous les 10,3 % de votes acquis le 24 novembre 1991, le « dimanche noir ». Cet échec cuisant frappe un parti qui, il y a à peine dix ans, attirait un quart de l'électorat flamand, ce qui faisait de lui l'une des formations d'extrême droite les plus prospères d'Europe.

Cette situation contraste à première vue avec celle survenue dans plusieurs pays proches lors du scrutin européen qui s'est déroulé au même moment dans toute l'Union. Plusieurs partis d'extrême droite ont en effet enregistré des progrès très nets, arrivant même en tête dans certains pays. Dans d'autres, l'extrême droite est en revanche devancée par des partis nationalistes, parfois eurosceptiques, mais qui ne peuvent être qualifiés de partis d'extrême droite. Comment situer le cas belge dans ce double contexte ? Et comment l'extrême droite, en ce compris le VB, tente-t-elle de s'organiser au niveau européen ?

&gt; suite p.6-7

## Ukraine convoitée et déchirée

Par Jean-Marie Chauvier

J'ai découvert l'Ukraine une première fois en 1966. Les charmes de Kiev, Odessa, de la Crimée m'ont convaincu, et aussi quelques visites bien arrosées dans les kolkhozes. Des impressions très favorables, mais aussi très superficielles.

Les chromos de la propagande soviétique me convenaient encore. Il m'a fallu y séjourner à nouveau en 1991-1992, au temps de la dislocation de l'URSS, pour percevoir l'existence d'une question nationale sérieuse et aussi la diversité de ce pays. À l'ancien fantôme du peuple soviétique indivisible ne s'opposait pas pour autant le nouveau cliché du pays en rébellion, mû par un mouvement national ou indépendantiste univoque. C'était bien plus compliqué !

Au référendum du 17 mars 1991, l'écrasante majorité des gens de l'Est et du Sud s'étaient prononcés pour le projet Gorbatchev d'Union réformée – les votes de l'Ouest allaient en sens contraire. L'indépendance plébiscitée partout en fin d'année, après les changements de pouvoir à Moscou, revêt des sens différents d'une région voire d'une personne à l'autre : c'est une époque d'espoirs et de désarroi.

Vingt ans ont passé et n'ont pas démenti cette diversité, cette fracture Est-Ouest qui se vérifie en amont dans l'Histoire et dans les différences sociales (ruralité à l'ouest, villes industrielles à l'Est) en aval lors des élections législatives et présidentielles et en ce moment même, dans l'opposition entre le pouvoir issu de l'insurrection de Maïdan et les populations du Sud-Est adeptes, soit d'une autonomie accrue, soit du fédéralisme, soit, pour une minorité d'entre elles, du séparatisme ou du rattachisme à la Russie. L'élection du président Porochenko le 25 mai 2014 n'a pas démenti cette fracture. Même si, unique candidat réellement présidentiable, et en l'absence de toute représentation politique de l'Est, Porochenko a également obtenu des suffrages dans les régions sud-orientales d'électeurs qui, très probablement, en espéraient des initiatives apaisantes, permettant d'éviter une guerre civile.

&gt; suite p.6-7

1 Leonardo SCIASCIA, 1912+1, Paris, Fayard, 1989, p.11.

2 Cf. le « Mor de la présidente » du précédent numéro.

3 Laurent BOUVET, « Le mépris, c'est de rejeter les plus inquiets du côté du populisme », www.liberation.fr

4 Frédéric LORDON, « Front national : mêmes causes, mêmes effets... », http://blog.mondediplo.net/La-pompe-a-phynance-

# Le 8 mai 2014 : inauguration de « Plus jamais ça ! » et colloque international

Le 8 mai dernier fut une date particulièrement symbolique pour les Territoires de la Mémoire. En effet, en plus de la traditionnelle commémoration de la fin de la Seconde Guerre mondiale, la nouvelle exposition permanente « Plus jamais ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui », sise à la Cité Miroir, fut inaugurée en grande pompe et devant une foule nombreuse. Près de 400 personnes ont pu assister à la présentation du parcours par Jacques Bredael et Dominique Dauby avant de découvrir de visu la réactualisation d'un parcours symbolique né il y a déjà 15 ans. Merci à tous pour ce chaleureux accueil !



« Plus jamais ça ! » rappelle que nos acquis sont fragiles et qu'il faut rester vigilant. Certaines idées sont vraiment dangereuses pour nos libertés et menacent la démocratie. La visite de la nouvelle exposition des Territoires de la Mémoire asbl est intense et émouvante. En suivant le parcours de celles et ceux qui, dans les camps de la mort, ont été les victimes du nazisme, les visiteurs sont progressivement confrontés à l'actualité et à l'urgence de résister tous les jours. Mais comment agir aujourd'hui en étant un citoyen responsable ? Se souvenir est indispensable pour ne pas oublier, mais c'est par l'éducation que nous serons capables de comprendre le passé, d'éviter de reproduire les erreurs commises et de nous engager pour demain. Et si nous construisions ensemble une société plus juste et plus respectueuse de tous les êtres humains pour lutter contre tous les inacceptables.

Plus tôt dans la journée, un colloque international était organisé sur le thème : « Populisme et extrême droite en Europe : vieux visages, nouveaux discours ». Organisée en partenariat avec le centre d'études « Démocratie » du département de Science politique de l'Université de Liège, cette séquence de travail a permis d'effectuer un tour d'horizon des nouveaux discours des formations extrémistes de droite européennes, en soulignant plus précisément la manipulation de la question de l'islam que celles-ci opèrent à des fins de légitimation de leurs positionnements xénophobes.

Ainsi, par exemple, Benjamin De Cleen (Vrije Universiteit Brussel) a-t-il exposé la mobilisation par le Vlaams Belang de la question du droit des femmes dans leur rhétorique anti-islamique et montré combien cette mobilisation n'était en réalité rien moins que la dénonciation d'un conservatisme au nom d'un autre conservatisme d'une nature différente. Nicolas Lebourg (Université de Perpignan) a dressé un large historique de la reconfiguration des extrêmes droites radicales françaises depuis la Seconde Guerre mondiale et a rappelé que l'extrême droite française consistait en réalité en un réseau de petites structures interconnectées qui « fabriquent » une idéologie en empruntant en grande partie des éléments de différents nationalismes étrangers. Selon lui, l'extrême droite française reste clivée entre un bloc islamophobe et un bloc antisioniste. Professeur d'Histoire moderne à la University of Northampton, Paul Jackson a, lui, exposé le positionnement d'une certaine extrême droite anglaise qui affirme que la race blanche est en voie d'extinction programmée par la mise en place d'une société multiethnique masquant en réalité un projet génocidaire à l'encontre des « blancs ». Quant à Andrea Mammone (Royal Holloway, University of London), il a rappelé tout ce que l'extrême droite italienne devait à l'extrême droite française et dénoncé la banalisation, au sein de la société italienne, du fascisme et des politiciens qui s'en réclament ouvertement.

En fin de journée, une table ronde regroupait une série d'acteurs de la société civile qui ont pu réagir aux interventions académiques qui avaient précédé. Ainsi avons-nous pu entendre les témoignages et réactions de Philippe Plumet (cellule « Démocratie ou Barbarie », Fédération Wallonie Bruxelles), Alexis Deswaef (président de la Ligue des Droits de l'Homme), Jozef De Witte (directeur du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme) et Jean-François Dumont (secrétaire général de l'Association des Journalistes Professionnels).



## L'exposition « Plus jamais ça ! » des Territoires de la Mémoire

### Heures d'ouvertures

Du lundi au vendredi de 9h à 16h (dernière entrée).  
Les samedis et dimanches de 11h à 15h (dernière entrée).  
Fermé les jours fériés ainsi que la dernière semaine de juillet, la première semaine d'août et entre le 25 décembre et le 2 janvier.  
Les groupes sur réservation  
**Réservez votre visite > reservation@citemiroid.be - 04 230 70 50**

### Prix d'entrée

3 € (étudiant/senior) - 5 € (adulte) - 1,25 € (Article 27)  
1 accompagnant / groupe de 15 personnes.  
Entrée gratuite pour les membres des Territoires de la Mémoire asbl, les possesseurs d'une carte Région wallonne,

Educpass ou Leraren Kaart et pour tous le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois.

### À La Cité Miroir – Sauvenière

Place Xavier Neujean 22 à 4000 Liège  
Courriel : reservation@citemiroid.be  
Site Internet : www.citemiroid.be  
Tél. : 0032 (0) 4 230 70 50

L'exposition est accessible :  
à tout particulier (âge conseillé à partir de 11 ans);  
à tout groupe (sur réservation).

Les infrastructures permettent un accès aux personnes à mobilité réduite.

### À la demande :

Prolongation de la visite par un échange avec un animateur. Le bus des Territoires de la Mémoire asbl assure gratuitement le transport des groupes provenant d'un établissement scolaire situé sur le territoire d'une Ville ou d'une Commune partenaire.

**Plus d'informations sur le partenariat « Territoires de Mémoire » : 04 250 99 44 ou projets@territoires-memoire.be**  
**Si votre école est située sur une commune partenaire, signalez-le lors de votre réservation.**

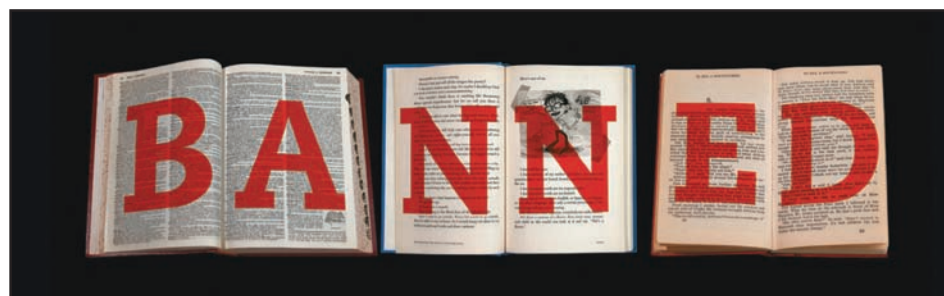
# Bibliothèque insoumise

«Là où on brûle des livres, on finit par brûler des hommes»  
(Heinrich Heine, écrivain romantique allemand du XIXe siècle)

Tout au long des siècles, de nombreux livres ont été frappés d'interdit par les pouvoirs politiques (et) ou théologiques en place. La plupart du temps, il fallait voir dans ces atteintes à la liberté d'expression des tentatives de musellement d'auteurs au discours dérangeant ou stigmatisés pour des raisons idéologiques ou racistes. De nos jours, nombre d'entre nous ont toujours en tête les images des autodafés nazis au cours desquels des milliers de livres furent détruits par le feu. Pourtant, l'instauration de la « chape de plomb » n'a pas éteint les flammes d'espérance des résistances qui ont poursuivi leur combat en recourant abondamment à l'imprimé. Malheureusement, soixante ans après le cataclysme de la Seconde Guerre mondiale, le phénomène de censure – notamment, dans les écrits – demeure vivace, mais arbore d'autres « visages ». Par conséquent, il paraît important d'actualiser la lutte contre ces procédés antidémocratiques avec un travail de sensibilisation spécifique (information, éveil de l'esprit critique, contestation de ces procédés).

Dans cette perspective – et en l'articulant logiquement à la thématique « Art et Pouvoir » de la programmation « Aux livres Citoyens! 2014-2015 » – les Territoires de la Mémoire ont décidé d'initier le projet « Bibliothèque insoumise ». Concrètement, à travers lui, l'ASBL souhaite mettre à disposition du public et de ses partenaires (bibliothèques, acteurs socio-culturels) plusieurs types de ressources.

En premier lieu, la Bibliothèque George Orwell proposera dans ses murs un rayonnage spécial composé de livres mis à l'index à un moment de l'histoire. Les ouvrages seront empruntables et accompagnés d'un signet de présentation. Chaque usager pourra également laisser ses commentaires, coups de cœur et autres remarques sur une fiche insérée dans l'écrit. La



Bibliothèque centrale s'associe pleinement à la manifestation et constituera plusieurs colis de titres qu'elle fera tourner, à la demande, dans les bibliothèques du réseau provincial. Les lots seront accompagnés de bibliographies commentées réalisées par les deux partenaires. À des fins de vulgarisation et de contextualisation, une exposition sur la censure plus généraliste (fournie par le Centre d'Action Laïque de la province de Liège) sera présentée aux visiteurs dans les bibliothèques. L'usager – mais également les bibliothécaires et les professionnels de l'information – désireux d'approfondir davantage la question de la censure pourra disposer du dossier « Bibliothèque insoumise » produit par les Territoires de la Mémoire (les lecteurs d'Aide-mémoire peuvent avoir un avant-goût de ce travail en se référant aux articles dédiés du numéro présent et du précédent, p.5). Toujours dans cette idée de transversalité, les organisateurs soumettront aussi des pistes pour d'éventuelles rencontres d'auteur, des conférences avec des spécialistes, etc.

Les Territoires de la Mémoire inaugureront ce dispositif durant la semaine du 21 au 27 septembre 2014 : vernissage de l'exposition et présentation des multiples outils et partenaires à la Bibliothèque George Orwell. En agissant de la sorte, l'ASBL s'associera symboliquement à ce que les Anglo-Saxons nomment la « Banned Books Week », une semaine d'information sur la censure organisée par différents organismes professionnels du livre américains. Alors, rendez-vous à la Cité Miroir en septembre, car tout acte de résistance commence par une nécessaire prise de conscience !

## « L'art dégénéré selon Hitler » : une exposition exceptionnelle à la Cité Miroir

L'art et l'histoire sont réunis dans une exposition présentée à Liège consacrée aux œuvres qui furent vendues aux enchères par les Allemands à Lucerne en 1939.

À l'aube de la Seconde Guerre mondiale, les autorités nazies qualifient plusieurs œuvres d'art Moderne présentes dans les musées allemands de « dégénérées » et souhaitent les liquider. Une importante vente aux enchères a ainsi lieu à Lucerne, à la galerie Theodor Fischer, le 29 juin 1939. Cette vente, qui prendra une dimension historique, réunit 125 œuvres. Le catalogue recense 108 peintures et 17 sculptures de 39 artistes : les précurseurs de l'expressionnisme (comme Ensor, Gauguin et Van Gogh), les impressionnistes allemands (tels Corinth, Liebermann et Mataré), les membres français ou étrangers de l'École de Paris (dont Braque, Chagall, Derain, Marie Laurencin, Matisse, Modigliani, Picasso et Vlaminck) et surtout les expressionnistes germanophones (les Allemands Dix, Grosz, Hofer, Macke, Marc, Nolde, l'Autrichien Kokoschka et les Suisses Amiet et Klee).

L'État belge est présent à la vente, de même qu'une délégation liégeoise qui a réuni de gros moyens. La Belgique acquiert plusieurs œuvres pour les musées d'Anvers et de Bruxelles tandis que Liège achète neuf toiles exceptionnelles qui font actuellement partie des œuvres majeures des collections de la Ville. Ces neuf tableaux, bien connus des Liégeois, sont :

- **Marc Chagall** (1887-1985) : La maison bleue
- **James Ensor** (1860-1949) : Les masques et la mort
- **Paul Gauguin** (1848-1903) : Le sorcier d'Hiva-Oa
- **Oscar Kokoschka** (1886-1980) : Monte-Carlo
- **Marie Laurencin** (1885-1956) : Portrait de jeune fille
- **Max Liebermann** (1847-1935) : Le cavalier sur la plage
- **Franz Marc** (1880-1916) : Les chevaux bleus
- **Jules Pascin** (1885-1930) : Le déjeuner
- **Pablo Picasso** (1881-1973) : La famille Soler

### Infos pratiques

Lieu : La Cité Miroir • Place Xavier Neujean, 22 • B-4000 Liège  
Tél. : +32 (0)4 230 70 50 • Fax : +32 (0)4 222 27 74 • [info@citemiroir.be](mailto:info@citemiroir.be)

Horaire (du 17 octobre 2014 au 29 mars 2015)

Ouverture tous les jours de la semaine : du mardi au dimanche, de 10h à 18h ;  
le lundi, de 14h à 18h

Tarifs de l'exposition : Plein tarif (+ 18 ans) : 12€ • Tarif réduit (- 18 ans/groupe/étudiant) : 8€ • Tarif groupe scolaire : 5€ • Article 27 : 1,25€  
-12 ans / Étudiant de la ville de Liège : gratuit

Visites guidées • Art&fact

Les visites guidées sont conduites, sur réservation, par des conférenciers spécialisés.

Tarif groupe : 70€/20 pers. • Tarif individuel : 9€

Secrétariat ouvert du mardi au vendredi de 9h00 à 13h00

Tél. : +32 (0) 43 66 56 04 • Fax : +32 (0) 43 66 58 54

[art-et-fact@misc.ulg.ac.be](mailto:art-et-fact@misc.ulg.ac.be) • <http://www.artfact.ulg.ac.be>

Catalogue

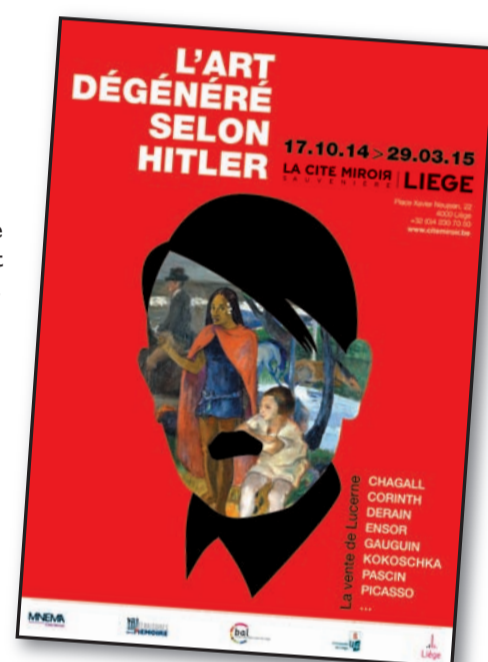
Catalogue en français. Guide du visiteur en anglais, néerlandais et allemand.

Aujourd'hui dispersées à travers le monde dans de prestigieuses collections privées et publiques, une grande part des œuvres de la vente de Lucerne seront réunies pour la première fois et présentées en exclusivité à La Cité Miroir de Liège. L'exposition sera étoffée par de nombreux documents évoquant le contexte historique de la vente. La Cité Miroir accueillera également un programme varié d'animations, dont des projections de films, des concerts de musique classique (organisés en collaboration avec l'Orchestre philharmonique royal de Liège), des conférences et des rencontres autour de l'exposition. Une seconde exposition complémentaire sera proposée par l'artiste peintre et photographe Linda Ellia autour de *Mein Kampf* (« Mon combat ») : des œuvres d'art conçues à partir des pages de l'ouvrage d'Adolf Hitler.

À l'occasion de l'exposition « L'art dégénéré selon Hitler », un catalogue très complet sera édité. Chaque tableau exposé s'accompagnera d'une fiche détaillée. De nombreux spécialistes ont également été sollicités pour rédiger des articles érudits et pointus expliquant en détail la vente de Lucerne et son contexte historique.

Enfin, pour compléter la visite, La Cité Miroir propose également une exposition permanente : « Plus jamais ça ! Parcours dans les camps nazis pour résister aujourd'hui ». Un dossier pédagogique autour de l'exposition sera également mis à disposition des écoles et groupes sur demande.

« L'art dégénéré selon Hitler » est une exposition organisée par La Ville de Liège, Les Musées de Liège asbl, l'Université de Liège, MNEMA asbl et Les Territoires de la Mémoire asbl.



40 places gratuites offertes aux militants et aux membres pour la visite guidée de l'exposition « L'Art dégénéré selon Hitler » combinée à la visite de l'exposition permanente des Territoires de la Mémoire « Plus jamais ça ! ».

Samedi 25 octobre 2014 à 14h00 : réservation obligatoire par courriel à [accueil@territoires-memoire.be](mailto:accueil@territoires-memoire.be) ou par téléphone au 04/232.70.60.

Devenez « Passeur de Mémoire » : invitez vos connaissances à vous accompagner, elles deviendront membres gratuitement jusqu'à la fin de l'année.

## Agenda

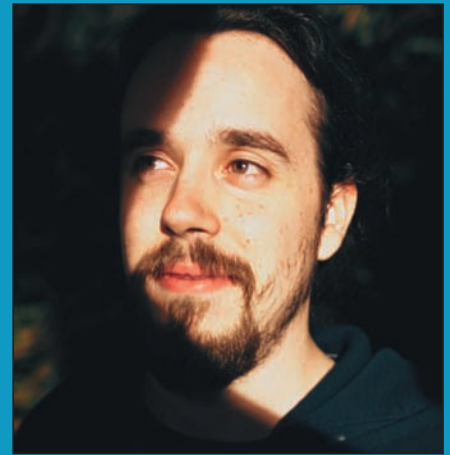
Les Territoires de la Mémoire seront présents à leurs traditionnels rendez-vous de la rentrée. Retrouvez-nous lors des événements suivants :

- Solidariday, le dimanche 24 août, dès 10h, à Dison • ([www.solidariday.be](http://www.solidariday.be))
- La Fête des Solidarités, le samedi 30 et le dimanche 31 août, à la Citadelle de Namur • ([www.lafetedessolidarites.be](http://www.lafetedessolidarites.be))
- Retrouvailles, le samedi 6 et le dimanche 7 septembre, au Parc d'Avroy à Liège • ([www.retrouvailles.be](http://www.retrouvailles.be))

Régulièrement pointé du doigt voire diabolisé comme vecteur de violence, le jeu vidéo est en réalité encore fort méconnu en tant que média. Avec l'avènement de ce qu'on appelle les *serious games*, assistons-nous à l'émergence de jeux aux potentialités émancipatrices et citoyennes insoupçonnées ?

## Démocratie et jeu vidéo

Rencontre avec Pierre-Yves Hurel, doctorant en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université de Liège, spécialiste des aspects narratifs ainsi que des productions amateurs du jeu vidéo.



**Gaëlle Henrard :** Pouvez-vous nous expliquer en quoi consiste l'initiative récente *Chômeur Blaster* dont vous avez été l'un des initiateurs ?

**Pierre-Yves Hurel :** *Chômeur Blaster* est un jeu vidéo qui a été créé pendant des ateliers multimédias de l'association d'éducation permanente « D'une Certaine Gaieté ». L'idée de base était d'expliquer qu'il était possible de faire des jeux vidéo sans savoir programmer. Une douzaine de séances ont ainsi été organisées et ce sont les participants qui ont élaboré le jeu du début à la fin. Initialement, l'objectif était de créer un prototype, ce qui s'est finalement mué en véritable jeu pour lequel ont été créés dessins et musiques. Pour le thème, on a proposé celui du chômage. Bien qu'il s'agissait d'une suggestion, il a rapidement été adopté, notamment en regard de l'actualité et de l'âge des participants (20-30 ans) dont beaucoup sont confrontés au chômage et à sa culpabilisation. Nous avons décidé de reprendre au premier degré l'expression de « chasse aux chômeurs », à la fois pour en rire mais aussi pour la dénoncer.

Concernant le support, on était entre le jeu vidéo et le *serious game* qui allie jeu et utilité. Par exemple, dans *Chômeur Blaster*, il y a un score mais c'est impossible de gagner (courant dans les *serious games*). Deux fins sont possibles : soit on se fait déborder par les manifestants qui finissent par faire la révolution ; soit on débloque une arme qui est une explosion nucléaire. Dans la deuxième option, une musique se déclenche, qui sous-entend la victoire, mais un texte explique qu'en réalité on a perdu et que, les chômeurs éradiqués, on se retrouve tout seul. Par rapport aux objectifs, personne ne s'est vraiment dit qu'on allait faire réfléchir les gens. L'idée était d'abord de créer un jeu amusant. Toutefois, le jeu ne fonctionne que s'il y a une certaine complicité entre les concepteurs et les joueurs et on a fait en sorte qu'il n'y ait pas de doute sur le second degré (malgré ce qu'on peut lire sur certains forums). Notre postulat de départ reposait donc sur une certaine connivence entre les joueurs et les auteurs quant au message à faire passer. On était tous d'accord pour dire que les pressions et la culpabilisation sont des moyens utilisés contre les chômeurs pour nourrir une politique vide de sens. Nous voulions davantage provoquer, jeter un pavé dans la mare et dénoncer cette situation absurde au travers d'un jeu amusant.

**Gaëlle Henrard :** En quoi le jeu vidéo se différencie-t-il des médias « classiques », notamment pour faire passer un message politique ou des valeurs morales ?

**Pierre-Yves Hurel :** Il existe un jeu qui s'appelle *September 12th* qui dénonce les attaques terroristes, souvent présentées comme des « frappes chirurgicales », en montrant qu'il y a toujours des « dégâts collatéraux ». Le jeu vidéo (qui met le joueur dans la position d'un pilote qui lance des frappes) dit en substance la même chose qu'un média classique mais en invitant le joueur à le constater par lui-même. Seule diffère l'approche. Soit on lit un article qui présente directement des arguments (est-on pour autant convaincu ?), soit on découvre un système. Le principe du jeu vidéo est qu'on s'empare d'une pensée et qu'on en fait une règle qui donne lieu à une simulation. Néanmoins, ce qui peut être sujet à questions, ce sont les automatismes qui le sous-tendent (ou que le programmeur intègre dans le jeu). Une situation mise en système peut créer des automatismes qui ne sont pas nécessairement réels. D'un point de vue moral, cet aspect est bien entendu critiquable. Par exemple, dans *Chômeur Blaster*, tous les chômeurs veulent manifester. Pas un seul ne se pose des questions ou reste chez lui. Cet automatisme vient conforter un message précis. Dans *September 12th*, il peut paraître grossier qu'aucune « frappe chirurgicale » ne puisse fonctionner. La réalité est peut-être différente. À l'inverse, un texte argumentatif et militant contre ce procédé de guerre dirait-il : « Bon, parfois ça arrive que ça marche... » ? Je n'en suis pas sûr. L'automatisme n'existe-t-il pas là également ? Un article peut être tout aussi grossier qu'un jeu vidéo sur le contenu. Simplement, ce sera parfois moins perceptible d'autant que l'on vit dans une société plus critique à l'égard des jeux vidéo. En cela, il est intéressant de voir ce que le jeu peut nous dire des autres médias. D'autre part, on parle beaucoup de l'aspect interactif dans les nouvelles technologies numériques dont fait partie le jeu vidéo, où chacun peut intervenir. En cela, il est intéressant de rappeler que les journalistes, quand le numérique n'existait pas encore, recevaient quantité de lettres pour leur indiquer quoi et comment écrire. Internet ne fait qu'accélérer cette interaction.

Les jeux vidéo présentent la particularité incontestable de mettre le joueur dans une position particulière. Il peut parfois être spectateur d'un fait puis être amené à agir. Certains jeux le mettent en face de

dilemmes moraux (*Heavy Rain*, *The Walking Dead*). On a constaté (notamment sur des forums) que certaines questions pouvaient tarauder le joueur (Suis-je prêt à tuer un homme, peut-être innocent, pour protéger mon fils ?). Cela ne veut pas nécessairement dire que certains problèmes soient banalisés dans le jeu, de même qu'un article de presse ne traite pas toujours une question avec sérieux. Pour autant, il est clair que lorsqu'on utilise le jeu vidéo à des fins de recrutement dans l'armée, c'est déontologiquement critiquable, a fortiori en regard de la force acquise par le couple armée/jeu vidéo. Le jeu *America's Army* sert ouvertement de propagande militaire et d'outil de recrutement. Des séances de jeu sont organisées et les joueurs les plus forts sont appelés en personne pour intégrer l'armée. D'autre part, le jeu vidéo mainstream met en avant une jeunesse masculine militarisée. Ces jeux, s'ils ne présentent pas forcément une expérience ludique intéressante, sont en tout cas très visibles notamment au travers de grosses campagnes de pub et de fausses pénuries (fausses ruptures de stocks organisées par les firmes de jeux vidéo dans le but de booster la demande, Ndlr).

Il est en somme important de comprendre qu'il y a plusieurs types de jeux vidéo et plusieurs types de concepteurs, comme il y a plusieurs types de médias d'information. C'est d'autant plus vrai que l'âge moyen du joueur est aujourd'hui de 35 ans. On peut également mentionner l'existence de jeux vidéo indépendants, dits de la « nouvelle vague », qui ont complètement diversifié le marché. La formule pour le jeu politique reste en revanche à trouver.

**Gaëlle Henrard :** Le jeu vidéo peut-il constituer un vecteur d'émancipation et d'engagement et si oui, en quoi ?

**Pierre-Yves Hurel :** C'est une question qui se pose pour tous les objets médiatiques et qui donne parfois lieu à beaucoup de fantasmes. On a tous tendance, à un moment donné, à reprendre un modèle simpliste de la communication fonctionnant avec ce qu'on appelait les « effets automatiques » en mettant la responsabilité de la communication sur l'émetteur. Par exemple, en étudiant tel type de texte, on en imagine les effets potentiels sur le lecteur. Il est ici important de rappeler que les études montrent que, outre l'intention de l'auteur, le sens de la communication se fait à la réception. L'auteur n'est pas forcément responsable de la façon dont son texte va être reçu. Il essaie d'exprimer son point de vue mais la réception qui s'ensuit est toujours active. Il se passe inévitablement quelque chose au moment de la réception d'un message, même si ce n'est pas visible. En réalité, le récepteur décide sur quoi se focaliser ou est prédisposé à se concentrer sur tel ou tel aspect. Par ailleurs, on dénonce souvent certains journaux et chaînes de télévision ainsi que leur lectorat et leur public en partant du principe que ces gens cautionnent nécessairement ce qu'ils lisent ou regardent. Or, ce n'est pas nécessairement le cas. Il faut imaginer qu'il y a toute une réflexion derrière, certes difficile à mesurer et donc à communiquer, mais elle existe. Pour prendre un exemple de ces effets automatiques dont je parlais, on raconte souvent pour la Révolution belge l'histoire de la représentation de *La muette de Portici* où les gens, entendant cet opéra, sont tout d'un coup sortis faire la révolution. Or, il y a tout un contexte à expliquer. C'est un mécanisme présent à toutes les époques.

On peut envisager que le jeu vidéo, et en l'occurrence le *serious game*, ait la capacité d'influer sur les facultés de choix et de responsabilisation citoyenne (par exemple avec les jeux *September 12th* et *Expi-city*). À ce jour, il n'existe toutefois aucune étude pouvant le démontrer. Mais on peut de la même façon se demander si on s'est déjà inspiré de films ou de livres dans notre engagement citoyen. La réponse est probablement positive en termes d'influence. Ainsi, certains jeux vidéo vont pousser à la réflexivité et d'autres pas. Mais de la même manière que pour les autres médias, il ne faut pas donner au jeu des pouvoirs qu'il ne pourra avoir si le récepteur n'y cherche pas ou n'y voit pas une possibilité d'action. Le cinéma ne pousse pas tout le monde à la manifestation. Enfin, rappelons que pour tout nouveau média, il y a une crainte mêlée d'un espoir de changement (par exemple des comportements). Peut-être faudrait-il davantage repérer les petits effets positifs que peut avoir le jeu (ou tout autre média), ne fût-ce que la possibilité de changer son regard sur les choses.

Il n'empêche que certaines réticences à l'égard du jeu vidéo sont légitimes. En cela, l'industrie n'a pas aidé en ciblant majoritairement l'adolescent et en mettant en avant des jeux de guerre avec un *background* très souvent positif pour les États-Unis. C'est la même forme de *soft power* qu'au cinéma où on sait qu'Hollywood ne présente pas toute la production cinématographique. Il est donc

important de regarder l'idéologie qu'il y a derrière une production numérique et de se rappeler par ailleurs que le jeu vidéo est encore jeune (30-40 ans) et qu'il y a donc un effet de nouveauté. Pour reprendre d'autres exemples, la lecture n'a pas toujours été bien perçue : elle allait pervertir les femmes qui allaient passer la journée non face à un écran mais plongées dans un livre. De même pour le rock and roll, la radio, l'imprimerie et peut-être même pour l'écriture en regard de la tradition orale.

**Gaëlle Henrard :** De manière générale, cette question des *serious games* et de leur intervention dans notre vie « réelle » n'est-elle pas l'occasion de repenser notre conception du jeu (voire du divertissement et du temps libre) par opposition aux choses dites « sérieuses » (éducation, politique, engagement, militantisme, etc.) ?

**Pierre-Yves Hurel :** Dans la société dans laquelle nous vivons, le jeu vidéo cumule deux aspects parfois négativement connotés : fiction et ludique. L'anthropologue Roberte Hamayon explique que le jeu a été condamné dans notre société judéo-chrétienne par la religion et par le pouvoir en place et ce pour diverses raisons. Par exemple, un des leviers du jeu est le hasard qui contrevient à l'idée du destin. À cela viennent se greffer la critique du plaisir et celle du jeu de rôle (quelqu'un qui se prend pour un autre, c'est quelqu'un qui est possédé). Sur un autre plan, si l'on prend l'exemple de l'image véhiculée dans les milieux intellectuels sur le football, qui outre un sport est aussi un jeu, on se rend compte qu'elle est souvent déplorable : milieu de beaufs, peur de la foule, etc. Par ailleurs, il y a quelques siècles, les jeux faisaient peur au pouvoir pour les rassemblements populaires qu'ils représentaient. Mais cette vision culpabilisante du jeu n'est pas partout vécue de la sorte. Roberte Hamayon qui travaille en Sibérie explique que le jeu y fait l'objet d'une toute autre perception. Notre vision du sport et du jeu est donc occidentale, culturelle, et non naturelle. Il existe par exemple des cultures où un match se finit nécessairement quand il y a égalité. Il n'y a donc pas qu'une vision du jeu.

Le *serious game* intègre quant à lui jeu et utilité. On le définit comme un jeu qui ne vise pas que à s'amuser. Publicité, militantisme, politique, apprentissage et formation professionnelle sont autant de fonctions qu'on peut lui attribuer. Cela a par ailleurs permis de faire entrer le jeu dans les universités. Étant devenu « sérieux », on peut désormais l'étudier... Mentionnons d'autre part l'existence d'un courant exploité par les producteurs de nouvelles technologies (Google, Facebook, etc.) : la gamification (« ludification »). Selon ce procédé, notre vie devient une sorte de jeu par l'injection de codes ludiques dans notre quotidien (exemple du Quantified Self selon lequel on mesure et analyse, par exemple grâce à des capteurs, les données personnelles de notre vie et qui donne lieu à des gains de points à la suite de tel comportement ou de certaines actions).

Toujours est-il que jouer et apprendre, c'est possible. Mais en réalité, ce n'est pas nouveau. On apprend à compter en jouant à la marelle. Du pendu pour apprendre un mot aux jeux de rôle, les instituteurs font des *serious game* depuis toujours. Les « devine ! » dans une conversation ne sont pas autre chose qu'un procédé ludique pour faire participer l'interlocuteur à une forme de jeu. Alors peut-être serait-il temps de rendre une vraie place au jeu en acceptant qu'il n'est pas l'apanage des enfants. À nouveau sur ce point, l'industrie n'y est pas étrangère. Il serait également bon de questionner l'utilisation qu'on fait de ces jeux et d'éviter les mesures simplistes qui sont parfois prises à leur encontre. À l'inverse, il faut aussi veiller à ne pas tomber dans un discours autorisant le *serious game* sous prétexte « qu'il sert à quelque chose ». Le jeu qui n'est « pas utile » ne sert pas à rien, il sert à s'amuser et ce n'est pas rien. Mais cette vision utilitariste rejoint la mouvance néolibérale actuelle en demande d'efficacité, rejetant le temps libre et diabolisant le temps perdu. Selon cette pensée, on pourrait demander au travailleur de jouer le soir pour être plus performant le lendemain. Ce qui est d'autant plus pervers avec cette vision du jeu au service de l'économie néolibérale, c'est qu'elle sous-entend qu'on travaille à son succès avec le sourire (parce que c'est un jeu) et suivant notre libre consentement (principe même du jeu).

Une chose est sûre : les jeunes générations, qui généralement ne diabolisent pas le jeu vidéo, vont grandir et cette donnée sera naturellement intégrée dans notre vie quotidienne. Pour finir sur la question du divertissement inhérent au jeu que d'aucuns voudraient voir comme une tentative de détourner les citoyens de la chose publique, « du pain et des jeux » calment-ils pour autant la colère des gens ? ●●

# La censure pendant la Seconde Guerre mondiale

Par Jérôme Delnooz

Le second conflit mondial est un cas de figure particulièrement éclairant pour comprendre le fonctionnement et la mise en application concrète de la censure. Cependant, il est un fait relativement peu notoire : durant cette période trouble, la mise à l'index n'est pas appliquée que par les nazis. En France, à partir du 28 août 1939, un contrôle préventif des imprimés est systématisé. Dès le mois de septembre 1939, une censure de guerre larvée, justifiée par la sécurité du territoire et le respect de la neutralité (il faut éviter tout prétexte d'intervention de la part des belligérants), est exercée en Belgique. Le conflit éclate néanmoins et l'Allemagne envahit de nombreux pays occidentaux.

La politique répressive de l'Occupant s'abat très vite sur les livres. Cependant, les prémices de cette chasse aux Lettres étaient déjà visibles depuis plusieurs années en Allemagne. À partir de 1933, plusieurs auto-dafés ont lieu dans différentes villes (Berlin, Munich, Brême, etc.), menés par des SA (*Sturmabteilung*, milice nazie), des étudiants, des professeurs. La sélection des ouvrages détruits par les flammes repose sur des « *schwarzen Listen* » établies par le ministère du Reich à l'Éducation du peuple et à la Propagande. Parallèlement, des milliers de livres sont confisqués dans les bibliothèques publiques, les librairies, les magasins d'antiquités, les bibliothèques privées comme celles des organisations persécutées (syndicats, partis politiques, associations éducatives des travailleurs, des communautés religieuses, des loges maçonniques), et stockés dans les commissariats, les mairies et les bureaux de district. En 1935, une première liste de grande ampleur contre les « écrits nuisibles et indésirables » recense 12 400 titres et œuvres complètes de 149 auteurs interdits. Une pléthore d'ouvrages est concernée : les œuvres des auteurs allemands émigrés et étrangers opposés au régime nazi ; les livres d'auteurs d'origine juive, quel que soit le domaine (la mesure concerne aussi des auteurs décédés) ; la littérature marxiste, communiste ou bolchévique mais également les écrits socialistes ; la littérature pacifiste et celle reflétant des opinions humanistes démocratiques ; la littérature des « propagandistes » de la République de Weimar ; les travaux scientifiques abaissant l'origine, la nature et la culture du peuple allemand ou niant la notion de race ; les écrits expliquant le darwinisme ou le monisme ; les livres sur l'art « dégénéré » ; les manuels d'éducation sexuelle ; la littérature « décadente » ; les parodies de littérature nationaliste, patriotique, etc. Cet outil de censeurs est réimprimé plusieurs fois entre 1939 et 1941. En juin 1941, la censure est institutionnalisée dans un décret *ad hoc* énonçant des directives précises à destination des responsables de la *Sicherheitspolizei* (police de sûreté) et du *Sicherheitsdienst* (service de renseignement de la SS). La confiscation de livres se poursuit jusqu'en février 1945.

Dans une même perspective, au sein des pays occupés, les nazis complètent leur politique propagandiste par des limitations à la liberté d'expression. Ces dernières se traduisent par l'établissement d'ordonnances instaurant l'épuration ou la censure préalable<sup>1</sup>. Par exemple, des pressions sont exercées simultanément sur les différents maillons de la chaîne du livre : édition, imprimerie, librairie, distribution – un contrôle est également effectué sur les importations de livres étrangers – bibliothèques. L'Occupant s'assure ainsi de la collaboration des groupements professionnels du secteur. Il tente en outre de noyauter ces syndicats avec des personnes pro-allemandes et crée de toute pièce des organismes professionnels largement inféodés à l'idéologie nazie (par exemple, lancement en 1942 de la Société Européenne des Écrivains)<sup>2</sup>. En agissant de la sorte et en promotionnant les Lettres allemandes et scandinaves<sup>3</sup>, les autorités d'occupation visent un remodelage des structures mentales des lecteurs.

La situation de la France et de la Belgique durant ces sombres années est une bonne illustration de cette « germanisation rampante ».

En France occupée, la répression s'organise très rapidement. Des opérations policières et des raids aboutissent à la saisie de 713 382 livres<sup>4</sup> qui sont ensuite pilonnés. Des ouvrages sont confisqués dans les bibliothèques municipales d'Auxerre, de Bourges, d'Orléans, etc.<sup>5</sup>. Plus d'une dizaine de maisons d'édition sont fermées (notamment celles considérées comme antinazies ou dont les propriétaires sont juifs) tandis que d'autres sont restructurées : des administrateurs provisoires et des directeurs littéraires fidèles au nouveau pouvoir sont nommés. Ainsi, Denoël devient « Les Nouvelles éditions françaises » tandis qu'Hachette est réquisitionné à des fins propagandistes. Ces cas sont symptomatiques du mouvement partiel d'« aryianisation » en cours dans le monde des Lettres. Du côté des nombreux autres éditeurs, et principalement pour des raisons économiques, on désire un retour à une certaine normalité. Dès lors, beaucoup se déclarent prêts à négocier avec l'Occupant pour débloquer la situation. Les syndicats de l'édition décident de suivre les règles de l'autorité allemande en matière de censure : interdiction préalable de publier des livres précis ou autocensure, mais aussi en aval retrait de titres des catalogues.

Un cadre juridique pour l'édition est établi sous la forme d'une « convention de censure » signée fin 1940 par les deux parties (elle sera d'application jusqu'en avril 1942), mais aussi de plusieurs listes bibliographiques. La première, la « liste Bernhard », élaborée à Berlin, est diffusée en France en août 1940. Elle censure 143 livres politiques, dont ceux de Georg Bernhard (journaliste-écrivain d'origine juive, opposant aux nazis et exilé d'Allemagne). La sélection apparaît très vite comme trop indulgente, et les occupants chargent sans délais les éditeurs français d'opérer eux-mêmes le tri. Cette collaboration entre des organismes nazis (*Propaganda Abteilung* et *Propaganda Staffel*, deux administrations placées sous l'autorité de Joseph Goebbels, ministre de la Propagande) et le Syndicat des éditeurs français<sup>6</sup> débouche sur la première « Liste Otto : ouvrages retirés de la vente par les éditeurs ou interdits par les autorités allemandes », nommée ainsi en référence à

l'ambassadeur d'Allemagne à Paris Otto Abetz. Parue le 28 septembre 1940, la liste Otto est obligatoirement appliquée dans toutes les librairies, les maisons d'édition et les bibliothèques de la zone occupée. Elle sera effective quelques mois plus tard en zone libre sous l'impulsion du régime de Vichy et du Service des livres et des spectacles en zone sud. 1 060 titres sont sanctionnés, parmi lesquels des essais critiquant l'Allemagne ou jugés antiallemands d'opposants en exil<sup>7</sup> (Thomas et Heinrich Mann) ou d'auteurs français (Louis Aragon, Hubert Beauvémery, André Malraux, Paul Claudel mais aussi des nationalistes tels que Léon Daudet), des textes subversifs ou « dérangeants » pour le régime (Aristide Bruant, Roland Dorgelès, Jean de La Fontaine et Colette...), des ouvrages dénonçant le racisme, des textes d'auteurs juifs (Stefan Zweig, Léon Blum, Albert Einstein, Sigmund Freud, Vicky Baum) ou des écrits sur les Juifs, mais aussi de la littérature communiste voire russe (Léon Trotski, Karl Marx, Lénine, Rosa Luxemburg)<sup>8</sup>. En juillet 1941, c'est au tour de traductions d'auteurs anglais, américains et polonais d'y figurer. Seuls les classiques anglo-saxons et les livres destinés aux écoles d'études linguistiques échappent à l'interdiction. Il est singulier de voir que parmi tous ces livres, un autre titre au contenu sensible est proscrit : *Mein Kampf* d'Adolf Hitler. D'abord complètement interdit, il sera progressivement autorisé, mais à travers des éditions bien particulières ne reprenant que des extraits ou éludant des passages susceptibles d'heurter les populations des pays occupés. Soit une propagande idéologique édulcorée. Le 8 juillet 1942, une deuxième liste portant sur 1 170 livres est publiée. Otto III, elle, est instaurée le 10 mai 1943 et fait porter l'interdiction sur 739 publications supplémentaires.

Malgré cette entente avec l'Occupant, la liberté relative des éditeurs est davantage réduite en avril 1942. Officiellement à cause de la pénurie de matières premières, une « Commission de contrôle du papier » est instaurée. Cette dernière veille à l'attribution de papier mais surveille en même temps la production intellectuelle.

Au même moment, en Belgique, des techniques similaires de censure sont utilisées par l'Occupant<sup>9</sup>. L'administration militaire et la *Propaganda Abteilung* (département de propagande actif dans les zones occupées) promeuvent l'épuration dans les bibliothèques privées, publiques et les librairies, et éditent des ordonnances spéciales. Ainsi, au début de l'été 1940, ils chargent L'Union des Industries Graphiques & du Livre (UNIGRA), le syndicat des imprimeurs belges, d'exercer une censure préalable générale et d'empêcher ainsi la publication de tout propos antiallemand. Le 24 septembre 1940, la *Propaganda Abteilung* prend le relais de l'organisme belge et fonde le bureau de littérature (le *Referat Schrifttum*). Du côté de la SS, l'*Abteilung III C 4* de la *Sicherheitsdienst* intervient essentiellement en aval en saisissant les ouvrages « séditieux » qui auraient pu échapper à la sagacité des censeurs. Une liste à l'intention des professionnels du livre voit le jour en septembre 1941. Intitulé *Contre l'excitation à la haine et au désordre – Liste des ouvrages retirés de la circulation et interdits en Belgique – Tegen ophitsing en wanorde : lijst der aan den verkoop onttrokken en verboden boeken in België*, ce document est imprimé à quelque 5 000 exemplaires et prohibe plus de 1 500 titres bilingues (parmi lesquels des écrits de Jean Rey et Émile Verhaeren). Pour élaborer le recensement des œuvres, les syndicats d'éditeurs belges se sont fortement inspirés de ceux des listes françaises et hollandaises éditées précédemment. Par rapport à ces dernières, le document belge mentionne une série d'auteurs dont l'ensemble des publications est interdite et non plus uniquement une censure par titre. Ces pratiques plus drastiques sont révélatrices d'un durcissement de la répression au cours du temps.

Quelques observations intéressantes peuvent être réalisées dans la préface de présentation de la liste belge. Premièrement, des points communs avec la version française (Otto) sont apparents au niveau des éléments discursifs : selon les énonciateurs, la finalité de ces supports est d'éviter la contamination des opinions publiques belges et françaises par des agents extérieurs (des écrivains politiques et juifs émigrés). Mais, dans la liste belge, l'autorité vitupère aussi d'autres influences étrangères néfastes, notamment la propagande française (le texte est assez orienté contre la France, et la majeure partie des livres interdits sont français<sup>10</sup>) et anglaise. La littérature critique d'origine hollandaise, polonaise et les productions de certaines maisons d'édition de pays neutres (Suède, Suisse) sont également ciblées dans ce document. L'Occupant prétend vouloir améliorer les rapports entre les pays de la nouvelle Europe, pourtant, il se contredit en stigmatisant les autres cultures (même celles de pays occupés). Cette absence de cohérence dit quelque chose des vraies intentions nazies. Il s'agit probablement d'interpréter cela comme une stratégie visant à diviser pour mieux régner, et d'y voir une preuve supplémentaire du climat raciste et belliqueux de l'époque.

Après le répertoire de 1941, de nouvelles listes sont éditées et des compléments régulièrement insérés dans le *Journal de la Librairie* de la Gilde du Livre et dans les *Mededeelingen van het Boekengilde*. En dépit de tous ces actes restrictifs, il est important de souligner que paradoxalement, le marché du livre en France et en Belgique se révèle prospère durant la première moitié du conflit<sup>11</sup>. La guerre s'éternisant et s'intensifiant, les ventes diminuent ensuite fortement.

Pendant ce temps, la résistance par les Lettres s'organise dans l'ombre. En France, par exemple, Jacques Decour et Jean Paulhan créent la publication clandestine *Les Lettres françaises* en 1941. Elle comptera parmi ses plumes Louis Aragon, François Mauriac, Charlotte Delbo et d'autres membres du « groupe politzer » (lié au Parti communiste français). Bertly Albrecht et Pascal Pia s'investissent dans le journal *Combat*, rejoint plus tard par Albert Camus. Pendant les années du conflit, Les Éditions de Minuit, fondées par Jean Bruller (qui se fera connaître

grâce au *Silence de la mer*, écrit sous le pseudonyme de Vercors) et Pierre de Lescure en 1941, réussissent à publier vingt-cinq ouvrages contre l'occupant et à contourner la censure. En Belgique, la situation de la résistance dans le monde des livres n'est pas identique. Plusieurs éditeurs s'insurgent contre l'Occupant mais très peu entrent dans la clandestinité. Cependant, des cas concrets peuvent être cités, comme celui de la société de gestion des droits d'auteur *Nationale Vereniging voor Auteursrechten* (la future SABAM), qui passe un accord secret avec un organisme anglais pour répartir les droits aux auteurs anglais et américains, et qui refuse de livrer la liste de ses adhérents juifs.

La fin du conflit ne signifie pas pour autant la cessation des hostilités dans le champ éditorial. De nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer l'attitude collaborationniste des éditeurs français et belges qui a jeté le discrédit sur la profession. Il s'agit là d'un effet différé de la stratégie délibérément divisive des autorités allemandes. Elles ont réussi à rejeter la responsabilité de la censure sur les éditeurs en déclarant que c'était les professionnels du secteur eux-mêmes qui avaient « assaini » la littérature. Cependant, la situation est plus complexe qu'il n'y paraît. Oui, les conventions et les listes établies avec les Allemands ont été, évidemment, une soumission, mais elles ont permis à l'édition de poursuivre son activité à peu près normalement. Bien que les maisons aient « réduit au silence » certains de leurs auteurs, des impressions et ventes clandestines étaient possibles grâce au peu de contrôle effectué par l'Occupant. En préparant elles-mêmes leurs propres listes, elles ont trouvé en outre le moyen d'éviter une trop grande intervention des nazis dans leur politique éditoriale, voire la prise de contrôle totale. Il en a été de même, par exemple, lorsque le ministère belge de l'Instruction a fondé un comité chargé d'épurer les manuels scolaires. Sous des allures de docilité tangible, l'un des objectifs poursuivis était que les militaires ne l'effectuent pas eux-mêmes et imposent un manuel unique comme en Allemagne. Naturellement, le degré de coopération des acteurs éditoriaux a été des plus variables. À côté d'agents engagés dans une résistance, quelquefois ambiguë par la discrétion mais réelles dans les actes, d'autres ont affiché énormément de zèle dans leur politique libéricide de censure, ceci à des fins opportunistes ou par convergence idéologique.

Quoi qu'il en soit, dans cette période confuse que constitue la Libération et l'immédiat après-guerre, l'heure est au règlement de comptes, non seulement des crimes et errances de l'Occupation, mais également de vieilles disputes. En septembre 1944, une « Commission d'épuration de l'édition » est créée en France à l'initiative du Comité national des écrivains (CNE) qui s'impose comme le seul organe juridictionnel reconnu. En son sein, c'est le Parti communiste (incarné par des personnalités comme Jean Bruller), auréolé par son rôle dans la Résistance, qui est majoritaire et mène une répression dans la sphère du livre. L'organe multiplie les « listes noires » d'écrivains collaborateurs et paie des indemnités aux auteurs spoliés. Entre 1945 et 1955, des cours spéciales de justice entament des procès d'épuration contre des éditeurs « pro-allemands » : Armand Colin, Denoël, Grasset, etc.

La Belgique est traversée par un courant purgatif assez identique. À la Libération, l'État belge instaure à nouveau un régime de censure latent dans le but d'empêcher la diffusion des idées ennemies : des auteurs déclarés inciviques sont interdits de publication dans la presse, des livres sont saisis, des maisons d'édition sont placées sous séquestre et leurs livres mis à l'index. L'Association des écrivains belges exclut de ses rangs les auteurs compromis, tandis que les académies expulsent certains de leurs membres. Des écrivains et des éditeurs accusés de connivence avec les nazis s'exilent à Paris pour « se faire oublier ».

Le climat chaotique et polémique de l'Épuration nuit au bon fonctionnement de l'édition. Paradoxalement, la « liberté » retrouvée ne profite pas à la liberté d'expression en général.

<sup>1</sup> Le non-respect de ces règles entraîne diverses sanctions : peines d'emprisonnement, amendes ou confiscation de biens.

<sup>2</sup> L'adhésion aux institutions agréées est obligatoire. Les établissements qui ne répondent pas à cette règle doivent cesser leur activité.

<sup>3</sup> Cette volonté des autorités allemandes s'explique probablement par le culte de la race nordique prégnant dans l'idéologie nazie et chez Adolf Hitler (intérêt pour la mythologie scandinave, l'ésotérisme).

<sup>4</sup> RIDDERSTAD, Anton, « L'édition française sous l'Occupation (1940-44) » dans *Romansk Forum*, XVI, n°2, 2002, p. 697.

<sup>5</sup> À des fins de germanisation, un zèle particulier est appliqué dans les bibliothèques publiques alsaciennes et mosellanes, qui deviennent propriétés du Reich.

<sup>6</sup> Après avoir consulté les autres éditeurs, Henri Filipacchi, chef du service des librairies à Hachette, rédige le document initial.

<sup>7</sup> Dans ses discours, l'Occupant mentionne que les écrits ayant pour auteurs des émigrés d'Allemagne sont considérés d'office comme antiallemands.

<sup>8</sup> Après la rupture du pacte germano-soviétique en juin 1941, de nombreux ouvrages marxistes et stalinistes sont ajoutés à la liste.

<sup>9</sup> Pour plus d'informations sur le cas belge, cf. FINCOEUR, Michel B., « Aperçu sur l'édition francophone belge sous l'Occupation allemande 1940-1944 », dans *Cahiers du Cédic*, n° 5, Décembre 2008, pp. 17-32.

<sup>10</sup> La littérature française est aussi particulièrement dénigrée dans d'autres zones occupées.

<sup>11</sup> Face aux tourments de cette époque, la lecture se veut un important canal d'information et un des principaux moyens de distraction pour les populations. Anton Ridderstad avance même que « les Français semblaient lire plus en temps de guerre » (*art. cit.*, p. 700). Des livres collaborationnistes, comme *Maréchal Pétain* de Georges Suarez, chez Plon, s'écoulent à des milliers d'exemplaires. À cause de la fermeture des frontières et de la perturbation de l'axe éditorial Paris-Bruxelles, les éditeurs belges, eux, sont dans l'obligation d'accroître la production locale de nouveaux titres pour leur public avide de lecture. Outre le bond quantitatif (provisoire), il résulte aussi de cette situation de « vase clos » un repli culturel visible jusque dans la littérature.



page cinq

## Tensions internes et concurrences externes

De 1985 à 2007, le VB a été le seul parti du pays à progresser à chaque élection, avant de connaître des reculs successifs depuis 2009. Mais c'est à partir de 2006 que la dynamique ascendante a commencé à se gripper. Cette année-là, le VB se présente pour la première fois sous l'appellation *Vlaams Belang*. Deux ans auparavant, trois asbl satellites du *Vlaams Blok* ont été condamnées par la cour d'appel de Gand pour infraction à la loi réprimant les faits inspirés par le racisme et la xénophobie, arrêt confirmé par la Cour de cassation le 9 novembre 2004. Pour éviter de perdre sa dotation publique, le *Vlaams Blok* s'est mué le 15 novembre 2004 en *Vlaams Belang*. Au scrutin communal et provincial d'octobre 2006, le VB accroît très nettement son implantation locale, gagnant plus de 300 mandats supplémentaires. Mais cette progression est éclipsée par la défaite, plus psychologique qu'arithmétique, enregistrée à Anvers : bien qu'il grappille encore 0,5 % de voix de plus qu'en 2000, le *Vlaams Belang* perd le leadership qu'il détenait depuis 1994, la liste conduite par le socialiste Patrick Janssens le devançant de 1,8 %. Pire encore pour lui : le cordon sanitaire dressé à son encontre tient bon partout, malgré la nouvelle poussée électorale.

**De 1985 à 2007, le VB a été le seul parti du pays à progresser à chaque élection, avant de connaître des reculs successifs depuis 2009.**

Durant la seconde moitié des années 2000, des tensions importantes commencent à poindre dans les rangs du VB : défection d'un député flamand qui rallie la *Lijst Dedecker* (LDD) fraîchement créée, divisions sur l'idéologie à mettre en avant (Filip Dewinter incarnant une ligne dure, focalisée sur la lutte contre l'immigration), sur la stratégie à poursuivre et sur les alliances à envisager (afin de sortir de l'isolement causé par le cordon sanitaire en s'alliant par exemple à la LDD ou à la *Nieuw-Vlaamse Alliantie* - N-VA).

Surtout, le VB doit faire face à une concurrence rude sur le terrain du nationalisme de droite. Créé comme dissidence de la *Volksunie* (VU), le VB a pu tirer parti de, voire accélérer la lente érosion, puis la disparition de ce parti. La création de la N-VA et, davantage encore, la rupture, en septembre 2008, du cartel formé par celle-ci avec les chrétiens-démocrates flamands (CD&V) vont avoir un rude impact sur le VB. Se plaçant dans le sillon creusé par ce dernier - dénonciation des

compromis des partis traditionnels (notamment sur le terrain communautaire), exigence d'une réforme institutionnelle forte préparant l'indépendance de la Flandre, critique du laxisme supposé des francophones, fermeté à l'égard de l'immigration, mise en avant d'une politique socio-économique clairement marquée à droite -, mais ne relevant pas de l'extrême droite, et ne souffrant dès lors pas du cordon sanitaire, la N-VA parvient peu à peu à siphonner le réservoir électoral que

le VB s'était progressivement constitué, notamment au détriment de la VU - sorte de retour du balancier de l'histoire. La mise en rapport des gains de la N-VA (+18,8 % au Parlement flamand) et des pertes du VB et de la LDD (respectivement -9,4 % et -7,6 %) lors du scrutin de 2014 s'avère de ce point de vue assez frappante.

On peut donc considérer que la faiblesse actuelle de l'extrême droite belge francophone et la déroute récente du *Vlaams Belang* semblent avant tout liées à un contexte spécifique, fait de divisions internes pour la première et de concurrence avec le nationalisme flamand de droite pour le second. Le terreau alimentant le vote pour ces partis n'a cependant pas disparu : difficultés économiques et sociales pour une partie des électeurs, vivant une situation précaire, refus des solidarités pour une autre, dont les conditions de vie ne sont pas *a priori* menacées, rejet des différences, sentiment d'insécurité, récriminations à l'égard du monde politique, etc. Mais le vote inspiré par ces facteurs semble s'être canalisé davantage vers des partis de droite dure (tels que, vraisemblablement, le Parti populaire du côté francophone), et nationaliste en ce qui concerne la Flandre (la N-VA). Si elle n'est pas évidente à tracer, on peut considérer que la frontière qui sépare la droite classique, fût-elle dure, de l'extrême droite, tient à la vision fondamentalement différentialiste et inégalitaire des êtres humains (les hommes par rapport aux femmes, les hétérosexuels aux homosexuels, les blancs aux noirs, les nationaux aux étrangers, etc.) de la seconde, qui la différencie de la première<sup>2</sup>.

## En Europe, les scores contrastés de l'extrême droite

La situation belge dénote par rapport à celle observée dans plusieurs autres pays à l'occasion du récent scrutin européen. Le Parti du peuple danois (26,6 %) et le Front national français (25 %) accroissent

de manière spectaculaire leurs résultats par rapport à 2009 (respectivement +11,8 % et +18,7 % des voix), arrivant chacun en tête dans leur paysage politique national. Sans remporter un tel succès, le FPÖ autrichien (19,7 %, +7 %) et les Démocrates suédois (DS ; 9,7 %, soit +6,4 %) progressent significativement. Aube dorée en Grèce (9,4 %, troisième parti grec) et le NPD allemand (1 %), qui figurent parmi les partis d'extrême droite les plus radicaux, entrent au Parlement européen. En Hongrie, *Jobbik* est stable (14,7 %, -0,1 %) mais passe de la troisième à la deuxième place, tandis que le Parti des vrais Finlandais (PS) arrive en troisième position en Finlande (12,9 %). Ces résultats, non négligeables, ont conduit nombre de médias à considérer les partis d'extrême droite comme vainqueurs du scrutin européen.

Le tableau est cependant plus contrasté. D'une part, parce qu'il existe des différences appréciables au sein de l'extrême droite<sup>3</sup>. D'autre part, parce que d'autres formations de cette mouvance ont connu des résultats nettement moins bons. Aux Pays-Bas, le *Partij voor de vrijheid* (PVV) de Geert Wilders perd un tiers de ses électeurs de 2009 (13,2 %, soit -6,8 %) ; il est toutefois le troisième parti néerlandais. En Italie, la Ligue du Nord, apparemment prête à siéger aux côtés du Front national français au sein du Parlement européen, recule significativement (6,2 %, soit -4 %). Le cas belge semble plus comparable - en termes d'évolution des résultats électoraux de l'extrême droite au scrutin de 2014, mais pas nécessairement du point de vue des causes de cette évolution - aux pays de ce second groupe, dans lesquels on observe un recul, léger ou plus prononcé, de l'extrême droite.

Dans d'autres pays encore, les partis traditionnellement classés à l'extrême droite perdent toute représentation européenne. Le Parti de la Grande Roumanie (PRM), qui a frôlé les 20 % des voix aux élections législatives de 2000, représente aujourd'hui 2,7 % de l'électorat roumain. En Bulgarie et en Slovaquie, *Ataka* et le Parti national slovaque (SNS) font à peine mieux, avec 3 % et 3,6 % des suffrages respectivement. Enfin, le *British National Party* (BNP, 1,1 %) et le LAOS grec (2,7 %) perdent chacun leurs deux élus.

## Un succès des nationalismes ?

Si les cas britannique et grec sont marqués par un semblable recul de l'extrême droite traditionnelle, ils traduisent en réalité une évolution particulièrement contrastée. En Grèce, un autre parti d'extrême droite, Aube dorée, connu pour sa violence et pour ses références



page six

## Galicie : aux sources du « nationalisme intégral »

La fracture Est-Ouest s'est vérifiée dans les engagements au cours de la Seconde Guerre mondiale. C'est principalement en Galicie ex-polonaise, berceau du nationalisme radical ukrainien en lutte contre le régime polonais, que se sont formées les armées et les structures de collaboration avec l'Allemagne nazie. Ce nationalisme dit « intégral », en rupture avec les traditions démocratiques et socialistes du mouvement national ukrainien, s'est concentré au sein de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens, OUN, formée en 1929, nourrie d'inspirations fascistes et nationales-socialistes. C'est d'elle que sont issues les structures de la collaboration et de la lutte armée contre les Soviétiques et les Polonais : le Comité Central Ukrainien, les bataillons ukrainiens de la *WVehrmacht* (*Nachtigall* et *Roland*), plusieurs bataillons punitifs de *Schutzmannschaften* spécialisés dans la répression des partisans en Biélorussie, la Division *Galitchina* (*Galizien*) de la *Waffen SS*, l'Armée insurrectionnelle (UPA) qui, impliquée dans le génocide des Juifs, des Tsiganes, l'extermination des Polonais de Volhynie, s'est également rebellée contre l'occupant allemand, au nom des promesses indépendantistes que les Allemands n'ont pas tenues.

Ces conflits avec les Allemands permettent de présenter les bandéristes aujourd'hui, notamment dans certaine presse chez nous, y compris à gauche de la gauche, comme une résistance antiallemande voire antinazie ou, plus agréable à nos oreilles, « antitotalitaire ». Une présentation qui implique de subtils camouflages, auxquels se prêtent bon nombre de nouveaux propagandistes, également d'auteurs et de journalistes occidentaux sympathisants de l'Ukraine « orange ».

Une autre façon de trafiquer l'Histoire consiste à présenter l'Ukraine comme globalement ralliée à l'Allemagne, par réaction à la famine et autres répressions staliniennes qu'elle avait subie. C'est sans doute l'explication d'une partie des ralliements à l'envahisseur, d'autant qu'en Galicie, l'annexion soviétique de 1939 fut également perçue comme une invasion. La Galicie qui, polonaise dans les années trente, n'a cependant pas connu la famine, ni le régime soviétique.

C'est dans l'Ouest ex-polonais que la collaboration est la plus prononcée, et dans le Centre et l'Est soviétiques que la résistance antifasciste est la plus active. Environ sept millions d'Ukrainiens auraient combattu au sein de l'Armée Rouge, environ 200.000 auraient fait partie des diverses armées et organisations allemandes sous l'occupation ou dans les organisations nationalistes autonomes. Cette différence d'engagements pèse lourdement dans l'actuelle « guerre des mémoires » dont nous avons vu les débordements pendant le

Maidan, avec la destruction d'une quarantaine de statues de Lénine et la profanation de monuments aux soldats tombés dans la lutte antinazie par les commandos nationalistes qui, par ailleurs, vénèrent les héros de la collaboration nazie et de la résistance à la soviétisation. La mémoire à l'Ouest est partiellement nationaliste, la mémoire à l'Est est massivement antifasciste.

## Le rôle de l'extrême droite à Maidan

C'est l'une des dimensions, identitaire et symbolique, de la crise ukrainienne volontiers occultée ou minimisée chez nous. De qui et de quoi parle-t-on ? En premier lieu, de ce parti social-national galicien rebaptisé *Svoboda* (« Liberté ») que mène Oleh Tiahnibok, fort de plus de 30% des suffrages dans cette région lors des législatives de 2012, et de 10% dans l'ensemble du pays - il est pratiquement inexistant à l'Est. En second lieu, de la constellation de groupes néonazis tels que *Patriot Ukrainy* ; de milices aguerries telles que UNA-UNSO, à l'entraînement et au front depuis une vingtaine d'années ; du mouvement *Tri-zoub* et d'autres qui constituent le *Pravy Sektor* (« Secteur Droit ») de Dmytro Iarosh. En troisième lieu, de nationalistes radicaux dispersés dans d'autres formations politiques comme *Nacha Ukraina* de Viktor Louchtchenko et *Baktivchtchina* de Ioulia Timochenko, ou encore le Parti Radical de Liachko.

Or, ces forces, très influentes à l'Ouest mais minoritaires dans l'ensemble du pays ont joué un rôle important dès le début dans l'encadrement paramilitaire de *Maidan* - les connaisseurs ont pu immédiatement repérer, sur vidéo, leurs signes distinctifs, leurs emblèmes, leurs drapeaux, sans même parler des croix gammées ou celtiques dessinées dans les locaux de la Mairie occupée ou les tatouages des militants. Elles jouent un rôle important et décisif dans le soulèvement insurrectionnel des 18-22 février : dans la nuit du 18 au 19, après plusieurs jours d'accalmie et alors qu'un compromis est en vue, les forces radicales se mettent en mouvement, partant à l'assaut des bâtiments officiels, le *Pravy Sektor* appelant ses membres à venir à *Maidan* avec des armes. Le 20, c'est le bain de sang, inauguré par des tirs de snipers dont l'origine reste un mystère et prolongé par les tirs à balles réelles des Berkut (police antiémeute) et des insurgés. Il y a entre 80 et 100 morts. Le président Ianoukovitch prend la fuite, il est destitué au parlement grâce au retournement de plusieurs députés de la majorité, et c'est ce qui permet la formation du nouveau gouvernement d'alliance entre droite nationale-libérale et extrême droite. Celle-ci joue un rôle non moins capital dans l'organisation et le recrutement de la Garde Nationale, fer de lance de l'actuelle guerre de répression menée à l'Est. Je ne parle pas seulement du parti *Svoboda*, au gouvernement, mais de ministres d'extrême droite de *Baktivchtchina* et, bien sûr, du

*Pravy Sektor*, au combat sur le front de l'Est. Ces forces irrégulières régularisées compensent partiellement le manque de fiabilité des soldats de l'armée régulière ukrainienne.

## Les changements socio-économiques

Il y a également, à cette crise, d'autres dimensions, d'ordre socio-économique et géopolitique. Entre 1989 et 2013, la population du pays est passée de 52 à 45 millions. Mortalité élevée, dégradation de la santé publique, émigration sont en cause. Des centaines de milliers d'Ukrainiens sont allés chercher du travail, ceux de l'Est plutôt en Russie, ceux de l'Ouest, plutôt en Europe, où on les retrouve dans les chantiers de construction au Portugal, les serres d'Andalousie et, pour les jeunes femmes, les réseaux de prostitution. La production s'est effondrée, plus du tiers de la population est passée sous le seuil de pauvreté. Seul l'enseignement, de bonne qualité, a su résister à la grande régression. Les rapports occidentaux sur la crise en Ukraine mettent beaucoup l'accent sur « la corruption du régime » ou la prétendue « dictature de Ianoukovitch », oubliant les effets d'un capitalisme sauvage où seraient mis en question les bons conseils... occidentaux.

La nouvelle crise sociale tient aux transformations accomplies depuis la fin de l'ère soviétique. Comme en Russie et partout ailleurs, un capitalisme de choc, de type particulièrement parasitaire et corrompu, a caractérisé les privatisations, la croissance des inégalités, l'enrichissement d'un petit nombre et la paupérisation des masses populaires. Comme plusieurs autres pays ex-soviétiques, l'Ukraine a connu une décennie d'effondrement et une autre de redressement de la croissance permettant l'écllosion d'une dite « classe moyenne » aspirant à plus d'espaces d'autonomie et de libertés. Mais à la différence de la Russie et de quelques autres, l'Ukraine ne disposait pas de ressources énergétiques exportables. Ce pays s'est donc davantage appauvri que la Russie ou la Biélorussie voisines. Autre différence notable avec la Russie : les privatisations n'ont pas été organisées par le pouvoir fédéral, ni par l'oligarchie (mise partiellement au pas par Vladimir Poutine en Russie) mais dans une féroce lutte de clans, qui n'est pas terminée, et sous une pression croissante du FMI. Ces conditions de vie et la corruption, que le règne de Viktor Ianoukovitch semble avoir aggravées, sont sans doute le principal ingrédient de la colère qui s'est exprimée à *Maidan*. S'y est greffé le « rêve européen » qui fit qu'on a pu parler d'« Euromaidan ».

Nous savons que l'élément déclencheur de ce *Maidan* a été la suspension - non le refus mais la suspension - par le président Ianoukovitch de la procédure de signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne : un accord de libre échange assorti d'un programme

au nazisme, a connu une progression fulgurante, sur fond de reculs sociaux et démocratiques aux conséquences ravageuses, dans un pays qui se trouve, en raison de sa situation géographique, en première ligne pour voir arriver des migrants tentant de forcer les grilles de l'Union européenne.

Au Royaume-Uni, c'est le parti eurosceptique UKIP, au nationalisme prononcé et recourant parfois à un discours anti-immigrés, qui devient le premier parti (26,8 %, +10,7 %). Comme dans le cas flamand, c'est donc un parti nationaliste mais ne relevant pas de l'extrême droite (UKIP ou N-VA) qui rassemble plus d'un quart de l'électorat, au détriment notamment de l'extrême droite classique (BNP ou VB)<sup>4</sup>.

Ces exemples permettent de poser un constat : les élections européennes du 25 mai 2014 ont été marquées dans bon nombre de pays par le succès d'un parti nationaliste, préconisant une certaine forme de repli sur sa communauté ; mais tous ne relèvent pas nécessairement de l'extrême droite et de son idéologie fondamentalement inégalitaire. Au Royaume-Uni (et surtout en Grande-Bretagne, la situation prévalant en Irlande du Nord étant différente) et en Flandre, le parti d'extrême droite, ostracisé, a perdu la bataille face à un parti nationaliste considéré comme plus fréquentable. En France ou au Danemark, par contre, le FN ou le Parti du peuple n'ont pas de concurrent nationaliste ; dans une élection mêlant enjeux de politique nationale et campagne sur l'Union européenne, leurs positions parlent tout particulièrement à une part importante de l'électorat mécontente à l'égard des dirigeants nationaux et des politiques européennes. Dans ces deux groupes de pays, le discours nationaliste, voire xénophobe de ces partis séduit visiblement davantage que celui de partis de gauche radicale, proposant une critique fondée sur une analyse en termes de rapports sociaux de classe plutôt que de race ou de nation. Certaines exceptions se sont toutefois manifestées, en particulier en Grèce ou en Espagne, Syriza arrivant en tête dans le premier pays (26,6 %, soit +21,9 %), le nouveau parti *Podemos* d'une part et la coalition incluant *Izquierda Unida* d'autre part totalisant 18 % des votes dans le second (contre 3,7 % pour cette coalition en 2009).

## Vers un groupe d'extrême droite au Parlement européen ?

Bien que l'extrême droite ait connu des succès non négligeables au récent scrutin européen, la constitution d'un groupe de cette mouvance

au sein du Parlement européen installé le 1<sup>er</sup> juillet demeure incertaine. Pour former un groupe dans cette assemblée, il faut en effet que se rassemblent 25 députés européens au minimum, partageant des affinités politiques et issus de sept États membres différents.

Avec 24 sièges, le FN français remplit quasiment à lui seul l'un des critères. Mais il lui faudra trouver des partenaires provenant de six autres pays au minimum. De ce point de vue, le fait que le VB ait conservé un siège au sein du Parlement européen est une bonne nouvelle pour Marine Le Pen, les deux partis cultivant de longue date des liens étroits, réaffirmés largement durant la campagne électorale. Le FPÖ (Autriche), le PVV (Pays-Bas) et la Ligue du Nord (Italie) semblent prêts également à intégrer un groupe formé par le FN et le VB. En revanche, les tentatives de la présidente du FN, avant même le scrutin, de rallier d'autres partis à sa cause se sont avérées jusqu'ici peu fructueuses. En particulier, l'UKIP reste opposé à l'idée de s'allier à des partis d'extrême droite traditionnelle pour former un groupe. Le Parti du peuple danois ne semble pas davantage le souhaiter. De petits partis d'Europe de l'Est pourraient par contre faire l'appoint.

Quand bien même un tel groupe verrait-il le jour, il demeurerait fragile puisque la défection d'un ou deux partis à peine pourrait lui faire perdre sa qualité de groupe. Par le passé, un tel cas de figure s'est déjà présenté. En 2007, suite aux propos peu amènes d'Alessandra Mussolini à l'égard des Roms, le PRM (Roumanie) a mis fin à sa collaboration avec les autres partis d'extrême droite au sein du groupe Identité, Tradition, Souveraineté qu'ils venaient de créer, entraînant la dissolution du groupe.

## Ne pas vendre la peau de l'ours...

Nombreux sont ceux qui se réjouiront des difficultés que les partis d'extrême droite pourraient rencontrer à collaborer et à peser – fût-ce légèrement – sur le fonctionnement du Parlement européen. La chute du *Vlaams Belang*, qui paraissait si inconcevable il y a une décennie, sera également saluée par bon nombre de citoyens. Enfin, on a souligné ci-dessus l'échec de l'extrême droite dans plusieurs pays, notamment d'Europe centrale et de l'Est.

Il n'en demeure pas moins que les succès sans précédent remportés dans plusieurs États européens sont préoccupants. Qu'un quart de l'électorat français vote pour le FN, dans un contexte de déchirement

de la droite classique et de perte de confiance et de repères de la gauche de gouvernement, inquiète déjà nombre d'observateurs et de citoyens en vue de l'élection présidentielle de 2017. De manière plus immédiate, cette poussée de l'extrême droite et des nationalismes de droite (comme la N-VA en Belgique) pourrait avoir pour conséquence d'accroître la pression sur les gouvernements nationaux et les institutions européennes afin qu'ils mènent des politiques plus restrictives encore en matière sociale, migratoire, voire de libertés publiques. Tel pourrait être *a fortiori* le cas si de tels partis sont amenés à participer de manière directe à l'exercice du pouvoir exécutif. Ce mouvement n'est d'ailleurs pas nouveau et est bien connu en Belgique, où le durcissement de la politique migratoire mené par des ministres tels que Johan Vande Lanotte et Louis Tobback (SPA) ou, plus récemment, Maggie De Block (Open VLD), s'est opéré dans un contexte de durcissement européen, certes, mais aussi de montée du VB puis de la N-VA.

Enfin, même face à la défaite récente du *Vlaams Belang*, il ne faut pas nécessairement baisser la garde trop vite. Où en sera ce parti dans cinq ans ? Il y a sept ans, la victoire de Nicolas Sarkozy aux élections présidentielles était censée marquer la fin du FN...

Jean Faniel

Centre de recherche et d'information socio-politiques – CRISP

- 1 J. DOHET, J. FANIEL, S. GOVAERT, C. ISTASSE, J.-P. NASSAUX, P. WYNANTS, « Les partis sans représentation parlementaire fédérale », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2206-2207, 2014, p. 56 et s.
- 2 Au-delà, on peut considérer que les partis d'extrême droite sont porteurs d'un programme socio-économique de droite (corporatiste, néo-libéral ou d'une autre forme), d'un nationalisme exacerbé marqué par la xénophobie, et d'un attachement à l'autorité et à l'ordre.
- 3 Voir à ce propos J.-Y. CAMUS, « Extrêmes droites mutantes en Europe », *Le Monde diplomatique*, mars 2014, p. 18-19.
- 4 Soulignons que les positions de l'UKIP et de la N-VA par rapport à l'Europe sont assez différentes, la seconde étant traditionnellement favorable à la construction européenne, mais défendant une Europe des régions, ce qui la rend critique à l'égard d'une évolution fédéraliste de l'Union européenne.



d'assainissement et de privatisations dicté par le FMI. L'un et l'autre ouvrent la voie aux produits et aux investissements étrangers mais font craindre pour les industries locales et le régime social. Annoncé le 27 mars, dans la foulée de la victoire du Maidan, un prêt du FMI entre 14 et 18 milliards de dollars doit débiter d'autres crédits internationaux de l'ordre de 27 milliards. Le prêt est conditionné à des mesures strictes d'austérité : le prix du gaz à la consommation doit être augmenté de 50%, 10% de l'effectif des fonctionnaires d'État diminué, les salaires et les retraites gelés, l'âge de départ à la retraite passe, pour les femmes, de 55 à 60 ans, pour les hommes de 60 à 62 ans – ce n'est probablement que le début d'une rupture avec les normes soviétiques. La Russie avait proposé en décembre 2013 à l'Ukraine un achat de sa dette de l'ordre de 15 milliards, un rabais de 30% sur les prix du gaz, une relance de la coopération industrielle. Mais cette éventuelle alternative, vers laquelle s'est finalement tourné Ianoukovitch, est balayée par l'insurrection dont la tournure antirusse devient évidente.

## Géopolitique et « révision de l'Histoire ».

D'où la troisième dimension de la crise, géopolitique, où la refonte des perspectives d'avenir est intimement liée à la révision du passé national.

Depuis vingt ans, une stratégie étatsunienne est à l'œuvre, très explicitement décrite par le stratège Zbigniew Brzezinski<sup>1</sup>, de maîtrise de l'Eurasie, considérée comme le principal échiquier où se joue l'avenir de la suprématie américaine. L'Ukraine a été définie comme l'un des pivots essentiels de cette stratégie. Je n'en évoquerai ici que la vision de l'intérieur. Un immense réseau d'influence a été développé par des fondations américaines, finançant une multitude d'ONG plus ou moins oppositionnelles, formant une clientèle de milliers d'agents d'influence à tous les niveaux de l'État et de la société<sup>2</sup>. Parallèlement, les forces nationalistes basées en Galicie ont occupé la sphère idéologique que la nomenclatura soviétique avait abandonnée.

Si le réseau américain s'emploie à répandre les valeurs occidentales, le réseau nationaliste tend à réviser l'Histoire et les manuels scolaires. L'un et l'autre ont bénéficié d'un formidable soutien du leader de la révolution orange et président de l'Ukraine Viktor Iouchtchenko, de 2004 à 2010. C'est sous son règne qu'ont été jetés les deux fondements d'une nouvelle idéologie nationale : l'un est celui de la « nation martyre », de la famine de 1932-33 appelée Holodomor, extermination par la faim, et définie en 2006 comme « génocide ». L'autre pilier est la « nation résistante », incarnée par les organisations et armées nationalistes précitées, dont deux dirigeants, Stepan Bandera et Roman Choukhevitch, consacrés héros nationaux en 2010. Cette double construction, controversée, a creusé le fossé Est-Ouest.

La famine très réelle, les Ukrainiens de l'Est et du Centre qui l'ont vécue s'en souviennent, leurs parents ou grands-parents leur ont transmis cette mémoire tabouisée à l'époque soviétique, le régime cherchant à taire les écrasantes responsabilités des dirigeants stalinien – tant ukrainiens que russes et autres – dans la catastrophe survenue suite à la collectivisation forcée, aux conflits violents qu'elle engendra, à la déportation des « koulaks » qui désorganisa les villages, enfin et surtout aux réquisitions de semences (zagatovki). Mais la notion de « génocide » suppose une dimension intentionnelle, voire ethnique qui soulève la controverse, notamment dans les régions russophones où eut lieu la tragédie. La Russie voisine, le Nord-Caucase, le Kazakhstan et dans une moindre mesure le reste de l'URSS ont également subi cette famine. Significativement, les plus ardents à dénoncer « le génocide » et « les Russes » sont les militants nationalistes des régions de l'Ouest qui, à l'époque sous régime polonais, n'ont pas connu cette famine – bien que l'extrême pauvreté et la sous-alimentation y régnaient également. L'ethnisation du thème de l'Holodomor peut donc être ressentie, à l'Est et en Russie, comme une forme d'agression symbolique. Or, le « tabou » de la famine est entièrement levé en Russie, mais la thèse du « génocide », ressentie comme hostile aux Russes, n'y est pas acceptée. Elle l'est, par contre, officiellement, aux États-Unis.

L'autre pilier de la nouvelle mythologie nationaliste, la « résistance » de l'OUN, de l'UPA, le combat de la SS galicienne, sont rien moins qu'acceptables dans les régions de l'Est et du Centre. Il faut savoir que les régimes d'occupation nazie n'étaient pas les mêmes partout. À l'Ouest, la Galicie, intégrée au « gouvernement général » de Pologne, a joui d'un relatif régime de faveur, dans la mesure où la collaboration proallemande y était la plus massive et la mieux organisée. Ce qui n'empêcha point le génocide des Juifs et des Tsiganes, l'extermination des prisonniers de guerre et des communistes, quitte à faciliter la tâche de l'occupant. Les populations des régions du Centre et de l'Est ont tout particulièrement la mémoire de la barbarie nazie et des massacres perpétrés par les bandéristes. Celles de l'Ouest l'ont également, dans une moindre mesure, mais leur mémoire de la guerre est davantage marquée par les représailles du NKVD et les déportations stalinien. Après la guerre, l'URSS impose sa version de l'Histoire – d'abord stalinienne, ensuite « révisée » voire plus tolérante envers le nationalisme. L'évocation du génocide nazi a été tabouisée, en ce compris les complicités nationalistes locales. La tragédie des villages brûlés avec leurs habitants en Biélorussie et en Ukraine – par les troupes allemandes et leurs auxiliaires locaux – n'a refait surface qu'à la fin des années 1970.

L'indépendance en 1991 fut ensuite le point de départ d'une exaltation de la mémoire antisoviétique, activée lors de la « révolution orange » et encouragée par les « alliés » occidentaux de ce « revanchisme »

politique et symbolique. En quoi consiste l'aspect géopolitique de cette double campagne occidentaliste et nationaliste ? De toute évidence, l'objectif convergent de ses acteurs est de dresser l'Ukraine contre la Russie, d'attiser des hostilités qui étaient encore inimaginables il y a quelques années. D'où la résistance des populations de l'Est et du Sud opposées, non pas à l'Europe ni même à l'Occident en tant que civilisation, mais à cette réhabilitation du nationalisme galicien en laquelle elles voient « le retour des nazis », résistance aussi à la tentative de rupture des liens économiques, culturels, linguistiques avec la Russie, auxquels ces populations restent attachées. L'engrenage des logiques de force ainsi déclenché mène à la guerre civile et à la partition de l'Ukraine.

Le Plan A pour l'Ukraine, celui des nationaux-libéraux de Kiev et du bloc occidental, la mène graduellement vers l'Union Européenne et l'OTAN, et amène probablement à terme des troupes américaines aux frontières de la Russie. Ce que celle-ci ne pourrait accepter, sauf à se résigner au « réfolement » (rollback) promis. Le Plan B, celui de Moscou et des russophones du Sud-Est, veut écarter cette perspective, d'une façon ou d'une autre. La manière pacifique serait que toutes les parties concernées se mettent à table pour concilier les intérêts occidentaux, russes et ukrainiens, de telle sorte que l'Ukraine garde son intégrité territoriale. L'autre manière mènerait à la guerre, qui pourrait déborder le territoire ukrainien et provoquer des tensions ailleurs, entre la Russie d'une part, la Pologne et les états baltes de l'autre. D'autant que les États-Unis paraissent décider à y déployer des troupes et leurs installations « antimissiles ».

Sont en jeu le grand corridor qui va de l'Europe centrale au cœur de la Russie et aux confins du Caucase, ainsi que les industries à moderniser, les riches terres noires, les coupes forestières, la main d'œuvre à exporter. L'Ukraine est donc très convoitée mais aussi, sauf compromis, inévitablement déchirée.

Jean-Marie Chauvier,

Journaliste, essayiste, collaborateur au *Monde diplomatique*

1 Dans son ouvrage *Le grand échiquier* (Ndlr).

2 À ce sujet, voir les articles d'Adrien LESPAGNARD : « Les ONG américaines pour la démocratie » dans les n°63 et 64 d'*Aide-mémoire* (Ndlr).

## Autour de Langston Hughes (1<sup>ère</sup> partie) par Raphaël Schraepen

Langston Hughes (1902-1967) n'a jamais écrit un seul accord, et pourtant rares sont les poètes et écrivains du siècle dernier à avoir autant influencé les musiques qui lui étaient contemporaines. Du postromantique Alexander Zemlinsky aux Last Poets proches du mouvement des Black Panthers, du Gospel au Talking Blues, en passant par des collaborations avec Kurt Weill, Hughes aura été une présence discrète mais effective du monde musical en particulier, mais aussi du monde artistique au sens plus large. À l'origine : le mouvement Harlem Renaissance dont il fut un fer de lance.

### Harlem Renaissance

Ce mouvement informel et pluridisciplinaire a vu le jour dans les années 1920, à Harlem bien sûr, même s'il a très vite acquis une internationalité, voire un mondialisme bien oublié aujourd'hui. Point commun de ces artistes : la couleur de leur peau, et la revendication, bien avant les années 1960 donc, de droits égaux aux autres citoyens. Pour le reste, chaque artiste suivait sa ligne.

Certains musiciens de jazz ont été proches du mouvement, l'ont influencé ou l'ont été par lui, et parmi eux, tout de même, quelques géants comme Duke Ellington. Et ce n'est pas un hasard si le mot « Harlem » apparaît dans autant de ses titres : *Harlemania*, *Jungle Nights In Harlem*, *Harlem Flat Blues*, *Harlem River Quiver*, *Harlem Twist* (sans doute pas la danse de Chubby Checker !), *Harlem Speaks*, *Echoes Of Harlem*, *Harmony In Harlem*, sans parler de ses deux longues suites *A Tone Parallel To Harlem* et... *Harlem*, tout court.

Hughes, mais aussi certains de ses collègues, comme Countee Cullen, pratiquent généralement une forme d'« understatement » dans leur révolte, notamment dans ces poèmes brefs et glaciaux sur les lynchages encore nombreux dans le Sud. Plus d'une décennie avant le magnifique *Strange Fruit* d'Abel Meeropol, chanté pour la première fois par Billie Holiday en 1939, Langston Hughes avait écrit *Song For A Dark Girl*. Dans ce poème, contrairement à ce qu'on peut parfois lire, c'est bien une jeune fille qui a été lynchée. Le compositeur autrichien Zemlinsky l'a mis en musique. Countee Cullen a, quant à lui, écrit *To A Brown Girl Dead*. Le poète reste discret sur la cause de la mort de la jeune fille, même si dans ce contexte on pense également à un assassinat raciste, mais il insiste sur le manque de considération dont la jeune morte fait l'objet de la part de la population dominante. Ce poème sera mis en musique par la compositrice classique Margaret Bonds. Son aînée en musique, Florence Price, utilisera nombre de poèmes de Hughes, notamment *Negro Speaks Of Rivers*.

### Musique classique noire ?

Oui, Margaret Bonds et Florence Price étaient noires, tout comme d'autres artistes classiques américains, William Grant Still ou William Levi Dawson, par exemple. Certains se posent alors la question : existe-t-il une musique noire américaine qui soit autre que le jazz ou le blues ? Plus loin : peut-on parler alors de musique classique noire ? Et si oui, qui la définit ? Ses acteurs ou ses auditeurs ?

Cette question n'a de sens que dans le contexte des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, aux États-Unis, mais aussi dans certains pays européens. Pour rappel, le noir américain Scott Joplin n'a

jamais eu la possibilité de voir sur scène son opéra *Treemonisha*, il ne fut créé que plusieurs décennies après sa mort ! Ne croyons pas l'Europe plus nette sur ce genre de question : le britannique métricien Samuel Coleridge-Taylor (aucun rapport avec son homonyme poète) ne sera même pas convié à la création de sa propre cantate *A Tale Of Old Japan* – en revanche, il sera un jour invité en privé par le président américain Theodore Roosevelt, ces deux faits bien différents doivent nous inviter à la prudence et éviter les clichés qui exagéreraient ou amoindrieraient le racisme ordinaire.

Alors, musique classique noire, oui ou non ? Probablement oui si elle est revendiquée comme telle par ses créateurs mais, ici aussi, il nous faut tempérer notre réponse. La doyenne de ce « genre » qui n'en n'est pas un va sans doute nous aider.

### Florence Beatrice Price née Smith

Florence Price (1887-1953) a vu le jour dans une famille de la classe moyenne noire de Little Rock, en Arkansas. Son éducation, ses « humanités », la mènent assez naturellement vers la culture occidentale, européenne principalement, et dans ce contexte il n'est guère étonnant de la voir fascinée par la musique classique. Elle étudie la composition, le contrepoint, et écrit un trio à cordes et une symphonie alors qu'elle est toujours adolescente. Diplômée, elle enseigne alors dans sa région et épouse un homme de loi, Thomas J. Price. Les brutalités du Ku Klux Klan local, culminant par un lynchage dans sa ville même de Little Rock, conduisent Florence et son mari à déménager et à s'installer loin dans le Nord, à Chicago. C'est là que commence sa seconde carrière, celle qui sera en fait déterminante.

Elle reprend des études de composition, plus poussées, et deviendra vite la « première femme noire » reconnue comme compositrice classique. Elle développera des liens d'amitié avec la jeune Margaret Bonds, de vingt-six ans sa cadette, qui l'initiera à la poésie de Langston Hughes. Ce sont surtout les poèmes « spirituels » de ce dernier qu'elle mettra en musique.

Un nouveau paradoxe intervient. La plupart des symboles qu'utilise Hughes peuvent être interprétés selon sa propre sensibilité. Prenons l'exemple d'une de ses œuvres les plus « cryptées » : *Song To The Dark Virgin*. Selon que l'on soit croyant ou non, on mettra l'accent sur « Virgin », et on en fera un poème à vocation religieuse, ou sur « Dark », et on lira un texte revendicatif. Nul doute que Florence Price mit en évidence sa foi en un dieu quand elle mit ce poème en musique, le « tirant » vers le Gospel.

Cela ne fait pas d'elle une compositrice religieuse, même si elle écrivit beaucoup pour l'orgue et que ses œuvres de ce type sont encore aujourd'hui jouées dans les églises américaines. On retiendra d'elle surtout deux de ses quatre symphonies : la pre-



mière, réflexive, qui date de 1932, et la fascinante troisième, de 1940, qui mêle avec subtilité les apports occidentaux aux rythmes proches du « jungle », forme de jazz liée à Duke Ellington. Ce type de musique est absolument exempt de kitsch ou de paresseux *cross-over* trop souvent liés à des pseudo-mélanges de cultures, comme le démontrent également sa *Suite of Negro Dances*. Une de ses plus belles réussites symphoniques demeure sa longue *A Mississippi Suite*, parfois improprement appelée *Mississippi River Symphony*.

Où trouver des enregistrements de Florence Price ? Il faut d'abord prendre son bâton de pèlerin et s'armer, notamment, de beaucoup de patience. En effet, même si certains grands chefs l'ont jouée, comme Zubin Mehta ou Neeme Järvi (je reviendrai d'ailleurs dans le prochain article sur ce dernier, un infatigable découvreur de talents en dépit de ses 76 ans), il existe à l'heure actuelle bien peu de disques consacrés à cette compositrice. C'est également le cas de ses jeunes collègues, peu ou prou inspirés par Langston Hughes, dont il sera question dans le prochain numéro.

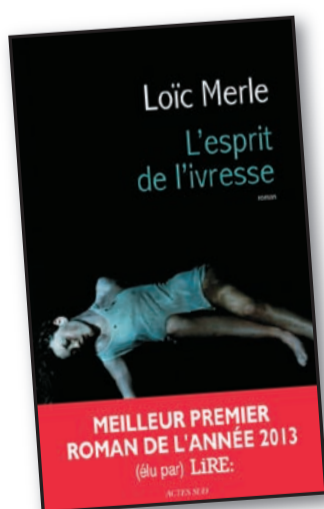
¶ Voir notre article : « Scott Joplin contre l'obscurité » in Aide-mémoire n°61 (juillet-septembre 2012).

### Florence Price, embryon de discographie :

- *The Oak – Mississippi River Suite – Symphony n°3*. The Women's Philharmonic, direction : Apo Hsu (disque Koch, épuisé chez nous, apparemment encore disponible en Grande-Bretagne).
- *Concerto pour piano – Symphony n°1*. New Black Music Repertory Ensemble, Karen Walwyn (piano), direction : Leslie Dunner (disque Albany).

Si l'on excepte des compilations de différents artistes chantant des negro spirituals ou des art songs à la qualité variable, c'est à peu près tout. Mais il n'est pas interdit de se promener sur le site Youtube ! On y trouve entre autres une très belle interprétation de sa Sonate pour piano par Karen Walwyn, ainsi que des extraits d'un concert basé sur les compositrices noires, avec notamment la fascinante chanteuse Yolanda Rhodes.

## Ivresse de la révolte par Jean-Paul Bonjean



Sous la forme d'une incantation des banlieues en feu, ce qui se présente comme un roman joue avec les genres et flirte avec le documentaire. Loïc Merle, prof à Argenteuil, a côtoyé les soulèvements de 2005 lorsque tout s'enflammait dans les rues et dans les esprits.

Tragédie en quatre actes, le premier morceau évoque Monsieur Chalaoui et ses déambulations dans une cité où les regards se croisent sans oser tout se dire. « C'était la fin des jours anciens » y résonne comme le chœur d'un combat épique avec ses fragilités, ses retournements et sa fatalité.

En contrepoint aux émeutes, la deuxième partie poursuit le chant des pavés au travers de Clara, ex-copine d'un émeutier, qui agit le Comité des femmes révolutionnaires. On la retrouvera à la fin du récit avec un enfant qu'elle n'élèvera pas, prise qu'elle est dans un

rêve plus fort que la réalité. C'est ici l'essence de cette ivresse particulière qui anime mais aussi rend impuissants tous les protagonistes de ces destinées découpées.

La fuite du Président prend alors des accents introspectifs nourris de frustration entre la mère et l'enfant pour cheminer mélancoliquement vers une nostalgie qui occulte l'impuissance d'agir ici et maintenant.

Un livre fort, un livre exigeant, un livre toute en force contenue.

Loïc Merle, *L'esprit de l'ivresse*, Actes Sud, 2013, 22 €

## Alice Sommer Herz (1903-2014)

par Raphaël Schraepen

Qui peut prétendre jouer, pour le plaisir, une œuvre de Chopin à la veille de ses 108 ans ? Le seul exemple que je connaisse, c'est Alice Sommer Herz. Mais on se souviendra d'elle pour bien d'autres faits. Pianiste virtuose dans les années 30, sa carrière et sa vie seront entièrement transformées à l'arrivée du nazisme, et surtout dès 1943 où, en tant que juive, elle sera déportée à Terezin en même temps que nombre de musiciens ou de compositeurs, notamment Viktor Ullmann dont elle avait créé la quatrième sonate pour piano peu avant la guerre.

Son mari mourut du typhus à Dachau. Elle survécut, ainsi que son jeune fils Raphaël qui devint un violoncelliste réputé. Elle dut interrompre sa carrière de concertiste et devint un des témoins les plus actifs de la Shoah. Elle eut la douleur de perdre son fils en 2001, mais continua de témoigner et de répondre aux interviews pratiquement jusqu'à sa mort le 23 février 2014.

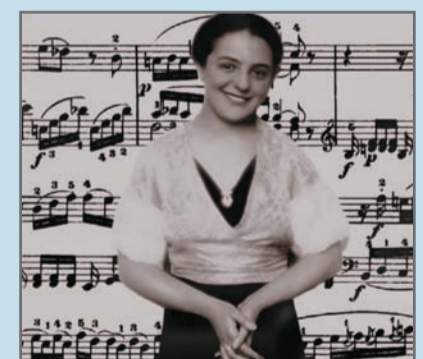
« Je suis juive, mais Beethoven est ma religion. »

À voir : • *Alice Sommer Herz at 106 : Everything is a present*, documentaire de la BBC écrit et produit par Christopher Nuppen, 2010.

• *The Lady in Number 6*, de Malcolm Clarke (2013), Oscar 2014 du meilleur documentaire.

À lire : • *A Garden of Eden in Hell – The Life of Alice Herz-Sommer* par Melissa Müller et Reinhard Piechocki (McMillan, 2007).

Si ce n'est des articles de journaux ici et là, encore rien en français !



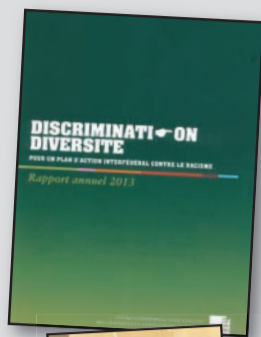


# La Bibliothèque George Orwell présente

par Jérôme Delnooz et Michel Recloux, bibliothécaires

• **Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations, *Discrimination - diversité, pour un plan d'action interfédéral contre le racisme, rapport annuel 2013, 2014***

Un survol des actes discriminants qui se sont déroulés en Belgique. Le premier chapitre, de 65 pages, aborde la notion de racisme sous toutes ses formes, historique, juridique et socio-scientifique ; définit aussi plus précisément des sous-catégories du racisme : antisémitisme, islamophobie, « antitsiganisme » ; énonce les priorités dans la lutte contre celui-ci : emploi, logement, médias... ainsi que la manière, triple, d'y participer. La seconde partie nous donne les derniers chiffres en matière de discrimination, y compris à l'égard des handicapés. La plupart des dossiers viennent des secteurs des biens et des services ainsi que de l'emploi. Les trois derniers chapitres présentent le travail du Centre dans certains domaines spécifiques comme l'enseignement, l'orientation sexuelle, l'international et la jurisprudence en matière de discrimination.



pour certaines couches de la population. Pour les autres, parmi lesquels les ouvriers, la période est davantage synonyme de pauvreté et d'exploitation éhontée par des patrons d'industrie imprégnés d'égoïsme bourgeois. De plus, la domination de l'État et de l'Église est encore fort prégnante. En réaction émerge un nouveau courant de pensée, l'anarchisme, qui utilisera la violence et l'activisme radical pour propager ses idées. Cette BD, déjà éditée en plusieurs tomes entre 1992 et 1994, reprend l'histoire complète en un seul volume.



• **Bruno Cénou et David Cénou, *Panthers in the hole, La Boîte à Bulles*, 2014, 16 €**

Robert H. King a passé trente et une années en prison, dont vingt-neuf à l'isolement dans une cellule de deux mètres sur trois. Ce roman graphique délivre le récit de son emprisonnement mais aussi celui de deux autres activistes *Black Panthers* condamnés avec lui en 1970, et qui s'engageront pour la défense des droits humains dans leur prison en Louisiane. Cet ouvrage documenté (des feuillets d'explication sont présents en annexe) cherche à dénoncer la ségrégation sociale et raciale ainsi que l'inhumanité des conditions d'incarcération aux États-Unis. En joignant leur démarche à celle d'*Amnesty international* qui milite depuis des années contre ces cas d'injustice, les auteurs aimeraient « humblement contribuer à la libération » du dernier membre du trio, toujours incarcéré actuellement...



▼ • **Didier Daeninckx et Joe G. Pinelli, *Le Tableau papou de Port-Vila*, Cherche midi, 2014, 19 €**

Fausse autobiographie, vrai roman policier où Didier Daeninckx mène l'enquête pour retrouver Heinz von Furlau, artiste allemand qui navigue de la Papouasie au front de la Première Guerre mondiale ou au côté de l'écrivain Rainer Maria Rilke. Joe G. Pinelli, quant à lui, restitue la peinture disparue de von Furlau. À lire, l'interview de Joe G. Pinelli dans le numéro précédent d'*Aide-mémoire*. Ses dessins sont exposés dans le cadre de l'exposition « En guerre ! - Ten oorlog ! » au Musée Émile Verhaeren de Sint-Amands en Flandre jusqu'au 7 septembre 2014.



▼ • **Geoffrey Grandjean, *Les jeunes et le génocide des Juifs : analyse sociopolitique*, De Boeck, coll. « Ouvertures sociologiques », 2014, 29,50 €**

Quel est l'impact de la transmission de la mémoire du génocide des Juifs sur le développement socio-politique des jeunes d'aujourd'hui ? Telle est la question à laquelle Geoffrey Grandjean s'efforce de répondre tout au long de cet ouvrage passionnant. Après une mise en contexte de la démarche mémorielle et la pose de jalons théoriques, l'auteur nous fournit une analyse réalisée à partir de matériaux sociologiques récoltés directement auprès des jeunes dans des groupes de discussion. À partir de ceux-ci, il met en exergue des traces mémorielles décelées dans les expressions sociales de la nouvelle génération mais aussi dans son rapport au politique. En définitive, ces recherches permettent de rendre compte d'enjeux essentiels comme la pérennisation du souvenir de la Shoah, les mécanismes de sa reproduction mais également les doutes sur sa persistance...



• **Jacobo de Regoyos, *Belgistan : le laboratoire nationaliste*, Presses universitaires de Liège, 2014, 25 €**

Où la Belgique comme métaphore de l'Union européenne ? L'auteur, résident espagnol en Belgique, analyse notre histoire et les liens qui unissent Flamands, Wallons et Germanophones. Liens qui se délitent petit à petit et vont peut-être mener à la fin de cette union de peuples. La fin de la Belgique sera-t-elle la fin de l'UE ? Pour l'auteur, la réponse est oui.



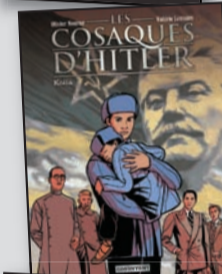
• **Philippe Jarbinet, *Airborne 44 : T.5 : S'il faut survivre*, Casterman, 2014, 13,50 €**

Ce titre, qui inaugure un nouveau diptyque de la bande dessinée Airborne 44, revient sur le destin de trois personnages. Tessa, une pilote américaine, est abattue au-dessus de la campagne ardennaise durant la contre-offensive de décembre 1944. Sebastian et Tom, de la 101<sup>ème</sup> Airborne, intègrent un commando chargé de lui porter secours. La mission va prendre une tournure particulière car les deux hommes connaissent la jeune femme... En basculant sur le mode du flashback, l'histoire nous renvoie aux origines de cette relation, dans une Amérique frappée par la Grande Dépression. À côté de ce livre, Jarbinet s'inscrit aussi dans l'actualité avec sa participation à la conception de la scénographie du nouveau Bastogne War Museum.



• **Olivier Neuray et Valérie Lemaire, *Les Cosaques d'Hitler : Kokia*, Casterman, 2014, 13,50 €**

Suite et fin de l'histoire qui explore la répression dont ont été victimes ces collaborateurs de l'Allemagne nazie à la fin de la guerre. Macha, cosaque enceinte de son amant britannique, est envoyée au Goulag. L'occasion pour l'auteur de montrer l'hétérogénéité des prisonniers (droit commun, les « ennemis du peuple », les « saboteurs »...) et aussi les conditions excessivement difficiles pour les femmes et les enfants qui partout, tout le temps, et encore maintenant, sont les plus durement touchés par la violence des États.



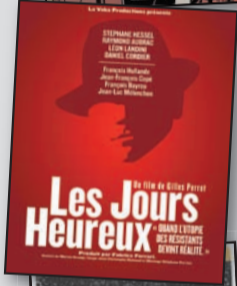
• **Olivier Weinberg et Jacques Martin, *Le débarquement*, Casterman, 2014, 12,90 €**

Dans cet ouvrage, Lefranc, le journaliste créé par Jacques Martin, nous livre un reportage en provenance directe des plages de Normandie. Avec sa rigueur journalistique habituel, le héros de BD nous amène à revivre le D-DAY (ses préparatifs, son déroulement, etc.) au moyen d'un récit richement illustré de dessins, de photos d'archive, et agrémenté de cartes, de témoignages voire d'entretiens réalisés « sur le fil ». Il s'agit là d'un bon outil pour traiter de manière didactique et encyclopédique cet épisode décisif de la Seconde Guerre mondiale dont nous fêtons le septantième anniversaire en 2014.



▼ • **Gilles Perret, *Les Jours heureux*, La Vaka Productions, DVD, 97 min, 25 €**

De 1943 à 1944, des résistants du Conseil National de la Résistance, présidé par Jean Moulin, ont rédigé son programme politique et social pour l'après-guerre qu'ils ont intitulé, pleins d'espoir : Les Jours heureux ! Le gaullisme et la Guerre froide ont occulté le fait que ce projet démocratique et progressiste a été proposé par des gens de gauche. Ce documentaire, sous-titré Quand l'utopie des Résistants devient réalité, en retrace l'histoire, son contenu et son héritage, de son application partielle à ses tentatives de destruction par le pouvoir politique et économique dès les années 1980.



• **Annoncer la couleur, « Mon ami Paco » : les migrations et l'accueil à travers le journal illustré d'une petite fille, 2014**

Dossier pédagogique pour le primaire se basant sur le livre de Marion Dionnet et Luc Baba, publié par les Territoires de la Mémoire et qui aborde l'accueil des demandeurs d'asile. Le dossier se compose d'un livret explicatif divisé en deux temps ; 1) autour de la lecture de *Mon ami Paco* et 2) de quatre thèmes abordés en détail (repères, animations, ressources) : le départ, l'accueil, l'enfermement et le vivre ensemble. Ce support est complété par 10 fiches pratiques d'animation.



• **René Ponthus et Ginette Hoffman, *Au temps de la Grande Guerre*, Casterman, coll. « Des enfants dans l'Histoire », 2014, 9 €**

Docu-fiction pour enfant de 7 à 10 ans qui retrace la vie d'Antoine, jeune Français, pendant la Première Guerre mondiale. En plus du récit fictif, un appareil documentaire met en contexte certains thèmes : la situation en 1918, les femmes dans la guerre, la commémoration des morts, une chronologie... La boucherie expliquée aux enfants.



• **Enki Bilal et Pierre Christin, *Partie de chasse*, Casterman, 2014, 16 €**

Réalisé en 1983, ce récit graphique relate une singulière partie de chasse – organisée par un dignitaire communiste et à laquelle participent des représentants de chaque république rouge d'Europe de l'Est – qui vire au drame... En toile de fond, les auteurs proposent une allégorie de l'histoire du système soviétique, mais surtout symbolisent son incapacité à se renouveler et la légitimation idéologique de la violence d'État personnifiée ici par les différents protagonistes. « Vous vous êtes habitués au pouvoir comme à la viande saignante », résumerait l'écrivain hongrois György Konrád. Les années 1980 correspondent à un moment de rupture qui conduira à l'effondrement du régime, et que Bilal illustre ici avec un Épitaphe du communisme. Une troisième partie, baptisée *La Huitième Sœur*, s'attarde sur les fantômes autoritaires traversant actuellement la Russie de Poutine.



▼ • **Arlane Klioua, *Peuple élu, peuple révolu(sion !)* : j'ai été Ariel Sharon**, Éditions du Cerisier, 2014, 8 €

Cet ouvrage surprenant nous livre l'ultime confession (fictive) d'Ariel Sharon. Plongé dans le coma, naviguant entre deux mondes, l'ancien homme politique israélien se voit pourtant assailli par sa conscience qui l'invite à se repencher sur son destin ainsi que sur celui de son « peuple élu ». Cette phase introspective l'amène à divers questionnements, puis ébranle ses certitudes et fait jaillir des remords. À travers ce pseudo-dialogue intérieur, à la croisée du commentaire poétique et du pamphlet, l'auteur aborde subtilement le sujet sensible du sionisme et de la politique de l'État d'Israël, notamment à l'égard des Palestiniens.



▼ • **Emmanuel Moynet, *Le temps des bombes*, Casterman, 2014, 23 €**

« L'anarchie, il faut la vivre ! », tel est l'idéal qu'a décidé d'embrasser Augustin. Ce jeune homme, fils de bonne famille, a quitté sa Bretagne profonde et découvert les réalités du Paris de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Là-bas, la Belle Époque bat son plein et rime avec modernité, progrès en tout genre, insouciance et foi en l'avenir... du moins

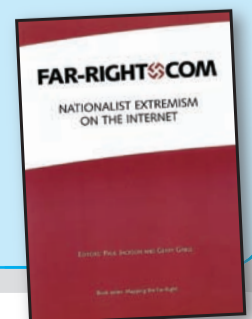
**Fascism Inc • Un documentaire à regarder en urgence**

Après *Debtocracy* et *Catastroika*, InfoWar Productions diffuse sur le Net un troisième documentaire qui aborde le sujet de la dette grecque et de ses conséquences. Cette fois-ci, le prisme est mis sur les liens entre économie, fascisme et nazisme. Sur comment et pourquoi les entreprises et le système capitaliste soutiennent et favorisent les idéologies mortifères de la droite la plus extrême. Et comme dit aux dernières minutes du documentaire, « Ceux qui déplorent la barbarie qui provient de la barbarie sont comme les gens qui mangent de la viande mais sont effrayés par le sang. Ils protestent seulement si les bouchers ne se lavent pas les mains avant de servir la viande ». Alors, devenons végétariens !



Une réalisation de Aris Chatzistefanou, documentaire en Licences Creative Commons de 1h26 à regarder en streaming ou à télécharger sur le site <http://infowarproductions.com>.

• *Mapping the far-right*, collection d'analyse de l'extrême droite anglaise et internationale L'association antifasciste anglaise Searchlight ne fait pas qu'éditer une revue du même nom qui informe mensuellement sur l'état de l'extrême droite dans le monde en général et au Royaume-Uni en particulier. Elle publie également, en collaboration avec l'Université de Northampton, des livres thématiques : *White power music* (2012), *Far-right.com* (2011) et *Lone wolves* (2011) font le point respectivement, sur la scène musicale d'extrême droite en Europe, sur l'utilisation du Web par les extrémistes nationalistes et sur le terrorisme d'extrême droite. L'écriture de ces trois livres a été dirigée par Gerry Gable, journaliste et rédacteur en chef du magazine *Searchlight*, reconnu comme expert par les institutions publiques, et Paul Jackson, professeur à l'Université de Northampton qui a participé au colloque « Populisme et extrême droite en Europe : vieux visages, nouveaux discours » organisé par les Territoires de la Mémoire et l'ULg le 8 mai 2014.



# « Mots »

Par Henri Deleersnijder

## Sans

Dans une chronique consacrée aux mots, à côté des noms omniprésents et des adjectifs ou verbes plus rares, les prépositions sont à coup sûr condamnées à la portion congrue. Quel sens ces infortunées, qui partagent avec les adverbes un semblable sort, peuvent-elles bien véhiculer ? Ne sont-elles pas réduites à huiler la syntaxe, simples pourvoyeuses de fluidité au langage ? Détrompons-nous. Même s'il sonne comme une coquille vide, le terme « sans », par exemple, est le signe patent d'un important symptôme de notre société.

Qu'est-ce à dire ? Eh bien, il suffit d'être à l'écoute de ses occurrences dans le brouhaha linguistique contemporain. Sans remonter au XVIII<sup>e</sup> siècle où le facétieux Lichtenberg avait imaginé « un couteau sans lame auquel ne manque que le manche » ni nous projeter dans un avenir proche où l'on nous promet des voitures sans pilote, pensons au nombre élevé de fois où l'on entend, en l'espace d'une seule journée, les expressions « sans-emploi », « sans-papiers », « sans domicile fixe », cette dernière appellation se dissimulant pudiquement sous le sigle « SDF ». À croire que notre monde – « sans-cœur » ? – est décidément en panne de solidarité.

On rétorquera que c'est la crise (elle a bon dos, celle-là...) et que l'explosion des nouvelles technologies, liée à la numérisation galopante de notre vie quotidienne, permettra tôt ou tard l'émergence d'une nouvelle forme de croissance. Ce fut le cas dans l'Angleterre de la révolution industrielle où, en dépit des révoltes lancées par le légendaire ouvrier Ned Ludd contre les machines, celles-ci ont permis la création de nouveaux emplois. Soit, mais la chose aujourd'hui est loin d'être certaine. D'autant que la dérégulation de l'économie, censée encourager la concurrence et l'innovation, paraît toujours avoir le vent en poupe, et ce au détriment du rôle social des pouvoirs publics.

À l'heure des fermetures d'entreprises à la chaîne et des délocalisations à répétition, de l'omnipotence des marchés aussi, voilà donc le travailleur lambda mis quasi sur la touche, comme s'il était devenu de trop en présence d'une évolution turbo qui n'a que faire de sa dignité. Le vote europhobe aux dernières élections européennes, manifeste dans plusieurs pays de l'Union, traduit l'angoisse qui taraude ceux qui n'ont que leur travail – et ils sont légion ! – comme seul moyen de subsistance et qui redoutent d'aller grossir le lot des laissés-pour-compte du Vieux Continent. C'est dire combien est nécessaire le maintien de l'État-providence mis en place après 1945, premier facteur de lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, comment espérer fonder une institution supranationale européenne sans une juste protection des peuples ? L'instauration d'un socle minimal de droits sociaux identiques au sein des Vingt-Huit, de quoi neutraliser la pratique du dumping social, contribuerait évidemment grandement à cet idéal. Alliée à une lutte efficace contre le chômage – vaste programme –, elle contribuerait aussi à freiner les accès de xénophobie. Puisque, selon le proverbe, « quand la chèvre a du lait, elle n'a plus besoin de bouc-émissaire ». Sans lait, par contre... ••

## La démocratie et le néolibéralisme sont-ils vraiment compatibles ?

Par Olivier Starquit

*Une campagne électorale vient de se terminer. Dans une certaine morosité où la lassitude et la résignation gagnent du terrain. Quelques ouvrages auscultent ce malade qu'est la démocratie représentative.*

Dans son ouvrage, *Post-démocratie*<sup>1</sup>, Colin Crouch, sociologue enseignant à la Warwick Business School en Grande-Bretagne, constate en effet qu'après une phase de mobilisation et de conquêtes dès la fin du 19<sup>e</sup> et au cours du 20<sup>e</sup> siècle, le mouvement ouvrier et la démocratie égalitaire sont maintenant entrés dans une phase de déclin qui se caractérise par une remise en cause du compromis keynésien, la perte d'influence des organisations syndicales, la régression de la démocratie et de la citoyenneté et le pouvoir croissant des firmes et des possesseurs de capitaux, sans oublier la manipulation des médias. Pour Colin Crouch, notre société serait à un tournant de son histoire, plus vraiment dans un régime démocratique et pas encore tout à fait dans autre chose. Ce qu'il appelle la notion de post-démocratie qui « nous aide à décrire des situations où l'ennui, la frustration et la déception se sont installés après un moment démocratique ; où les puissants groupes d'intérêts d'une minorité sont devenus bien plus actifs que ceux représentant la masse des citoyens pour faire fonctionner le système en leur faveur ; où les élites politiques ont appris à gérer et manipuler les exigences du peuple<sup>2</sup> ». Le constat est sans appel avec la dénonciation d'un système politique où les citoyens « jouent un rôle passif, silencieux, voire apathique, et répondent uniquement aux signaux qu'on leur envoie<sup>3</sup> ». Un système où les entreprises multinationales ont pris le pouvoir et dictent leurs conditions au reste de la société.

Les négociations actuelles sur l'accord sur le commerce des services et sur le traité transatlantique menées dans le plus grand secret l'illustrent à merveille (avec l'introduction d'un nouveau concept, celui d'arrestation préventive de manifestants pacifiques). Selon Crouch, force est de constater que le système politique actuel pousse les citoyens à une certaine passivité et à une certaine torpeur desquelles certaines campagnes publicitaires essaient de les extirper sporadiquement pour aller voter. Un système où les entreprises multinationales ont pris le pouvoir et dictent leurs conditions au reste de la société. En effet, « depuis les années 1970, les multinationales contrôlent l'économie des gouvernements nationaux grâce à leur pouvoir d'investissement dans les services publics. La perte du leadership de l'État dans la prise en charge des domaines délaissés par les entreprises, ainsi que la puissance sans précédent des médias dans la communication politique, remettent en cause l'équilibre démocratique<sup>4</sup> ». Crouch souligne que « la privatisation ou la sous-traitance des services publics favorise l'effondrement de la confiance des États... Ce basculement de capacités a un impact réel sur les droits démocratiques, car il prive le citoyen, qui n'a de relation qu'avec l'État dans le cadre de la démocratie électorale et politique, de recours direct en cas de réclamation sur la qualité du service dont il bénéficie... Le système de la sous-traitance incite l'État qui y souscrit à se débarrasser de son activité principale pour se consacrer exclusivement à la gestion de son image, comme une grande entreprise privée, sans plus se préoccuper de la qualité réelle de ses idées<sup>5</sup> ».

Plus près de chez nous, Luc Huyse, sociologue flamand, partage les mêmes constats dans *De democratie voorbij*<sup>6</sup> (« La fin de la démocratie »), ouvrage qui vient clore une trilogie : le premier tome constatait la fin de la pilatisation (en 1987) tandis que le deuxième évoquait la fin de la politique. Selon lui, la relation triangulaire entre la population, la politique et le marché est devenue déséquilibrée : ce qui devrait idéalement prendre la forme d'un triangle équilatéral ne l'est plus depuis longtemps : par la cure d'austérité qu'elle impose, la logique du marché semble induire une date de prescription pour la démocratie représentative et, par son hégémonie, elle essaie de faire de toute activité humaine un bien marchand. En outre, elle aspire à toucher tous les domaines de la vie et ce faisant, elle déshabille l'État et quand l'État est nu, la démocratie ne peut survivre ou alors uniquement sous la forme d'un simulacre. Partant, Luc Huyse plaide pour une revalorisation de l'État.

Dans *Against Austerity (how we can fix the crisis they made)*<sup>7</sup>, le sociologue anglais Richard Seymour suit les pas de Wendy Brown et de David Harvey en insistant sur la manière dont le néolibéralisme a colonisé l'État en prétendant le réduire tout en le faisant agir plus en faveur de l'hégémonie des entreprises, notamment par la mise en place d'un système hautement régulé (nous sommes donc loin du prétendu retrait de l'État). Seymour démontre à foison que l'austérité est une stratégie de classe et que « l'hostilité néolibérale à la démocratie avait toujours été articulée en public sous la forme d'une croyance apparemment naïve dans l'efficacité compétitive des marchés et du secteur privé<sup>8</sup> » alors que la démocratie est en

soi un projet hautement égalitaire, ce que le néolibéralisme n'est pas. Et lui aussi plaide indubitablement en faveur d'une « transformation significative de l'État dans une direction démocratique »<sup>9</sup>.

Alors que la campagne électorale a été plus que discrète sur la nature de la démocratie qui « n'est plus questionnée, puisqu'on considère comme allant de soi qu'elle correspond à des élections libres et non faussées »<sup>10</sup>, ne serait-il pas opportun de concevoir que la démocratie politique est un mirage en l'absence de la démocratie sociale ? Ne serait-il pas temps de percevoir que face à la montée de la défection (absentéisme) et de la rage (déferlante de partis d'extrême droite), il convient de procéder à un approfondissement de la démocratie ? « Comment l'égalité politique est-elle possible en situation d'extrême inégalité économique ? Qui peut se consacrer à l'intérêt général lorsqu'il n'a même pas de quoi nourrir et élever décemment ses enfants<sup>11</sup> ? » Pour éviter d'être un simulacre ou un objet vitrifié, la démocratie doit œuvrer à une égalité réelle des citoyens, ce qui implique une lutte contre toutes les formes de domination (capitalisme, racisme, patriarcat, colonialisme, homophobie, bureaucratie, productivisme, liste non exhaustive) et des services publics de qualité (qui peuvent faire office de patrimoine pour ceux qui n'en ont pas). Une société démocratique est incompatible avec l'énorme concentration du pouvoir économique qui existe aujourd'hui et partant, l'on ne pourra sauver la démocratie que par son irruption dans l'économie pour contester la rationalité économique du néolibéralisme. La sphère économique doit être subordonnée à la logique de la démocratie et non l'inverse.

Enfin, il s'agit aussi de promouvoir et de réhabiliter une conception dynamique et conflictuelle de la démocratie où cette dernière ne se mue pas en un ordre figé pour l'éternité réductible aux élections mais est bel et bien le conflit organisé qui induit une dynamique propice à changer les institutions. Alors que la plupart des partis politiques qui sollicitent nos voix aux élections se bornent à accompagner l'ordre établi et ses injustices et à fabriquer ainsi les conditions de leur propre impuissance, il est toujours utile de rappeler que ce qui a été fait peut être défait et que la politique, c'est aussi bâtir et forger un autre imaginaire que celui de la pensée unique et de ses hérauts : « il faut pouvoir imaginer autre chose que ce qui est pour pouvoir vouloir, et il faut vouloir autre chose que ce qui est pour libérer l'imagination. Lorsque l'on ne veut pas autre chose que ce qui est, l'imagination est refoulée ou inhibée. Ce que l'imagination peut représenter au sujet – ou l'imaginaire à la société – n'est alors que la perpétuation de ce qui est. Et si l'on ne peut rien imaginer d'autre que ce qui est, on ne peut rien vouloir d'autre. On ne peut même pas s'imaginer voulant autre chose<sup>12</sup>. » Un rappel utile à mettre en œuvre ici et maintenant.

1 Colin CROUCH, *Post-démocratie*, Bienne, éditions diaphanes, 2013

2 Idem, p. 16

3 Idem, p. 12

4 Tatiana BURTIN, « Colin Crouch, *Post-démocratie* », Lectures [En ligne], Les comptes rendus, 2014, mis en ligne le 23 janvier 2014, consulté le 21 avril 2014. URL : <http://lectures.revues.org/13353>.

5 Tatiana BURTIN, *op. cit.*

6 Luc HUYSE, *De democratie voorbij*, Leuven, Van Halewyck, 2014

7 Richard SEYMOUR, *Against Austerity - How we can fix the crisis they made*, London Pluto Press, 2014

8 Idem, p.58

9 Idem, p.161

10 Manuel CERVERA-MARZAL, *L'oubli de la question démocratique*, Paris, éditions d'ores et déjà, 2014, p.19

11 Idem, pp. 40-41

12 Cornelius CASTORIADIS, *Sujet et vérité dans le monde social-historique. Séminaires 1986-1987, La création humaine I*, Paris, Le Seuil, 2002, p. 114

# 1945 ne marque pas la fin des dictatures d'extrême droite en Europe

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Le 25 avril 1974, un coup d'État militaire mené sans coup férir par de jeunes capitaines mettait fin à la dictature au Portugal sur l'air devenu célèbre de Grandola. Cet épisode de l'histoire portugaise, mettant fin à un régime d'extrême droite également mis en place par un coup d'État 48 ans plus tôt, en mai 1926, sera qualifié de « Révolution des Œillets ». L'occasion, 40 ans plus tard, de revenir sur la personnalité de Salazar et sa vision politique que nous avons déjà abordées dans une de nos premières chroniques<sup>1</sup>.

## La spécificité portugaise

Nous analysons cette fois-ci un ouvrage publié en 1956 en France et regroupant thématiquement une série de textes et de citations de Salazar rédigés avant et après la Seconde Guerre mondiale<sup>2</sup>. Il faut, pour commencer, souligner la grande cohérence de l'ouvrage sur le plan des idées qui y sont développées. Le livre est publié alors que le Portugal a intégré le clan de l'Ouest et fait allégeance aux États-Unis, non seulement dans une logique de survie mais surtout dans une cohérence idéologique<sup>3</sup> : « Mais il est de l'intérêt vital des nations de s'opposer à l'expansion de cette pandémie (le communisme) qui, partout où des minorités audacieuses parviennent à l'installer, porte atteinte, presque sans exception connue, à l'indépendance des États, à la liberté des individus, aux conquêtes de la civilisation<sup>4</sup>. » Mais le pays n'est pas encore englué dans les guerres en Guinée, au Mozambique et surtout en Angola pour maintenir sa domination sur ses colonies qu'il considère comme des extensions du Portugal : « Le problème consiste maintenant à ne pas gaspiller inconsidérément les conditions qui lui restent encore pour garantir la vie de l'Occident. Heureusement, toute l'Afrique est une dépendance de l'Occident européen et forme avec lui, en face de l'Amérique, et d'un pôle à l'autre, la base matérielle de la mission qu'elle doit continuer à remplir dans le monde.<sup>5</sup> » Salazar considère clairement qu'il s'agit là de territoires portugais d'outre-mer et qu'il y fait œuvre civilisatrice sur un continent qui ne pourra jamais être indépendant.

Si, sur le plan international, Salazar a choisi son camp bien avant la fin du second conflit mondial, rappelons tout de même que son pays sera un refuge pour d'éminents membres de l'extrême droite européenne en fuite. Ne citons que Jacques Ploncard d'Assac que nous avons analysé en son temps et qui diffusait sa propagande à partir du Portugal<sup>6</sup>.

Comme tout régime nationaliste, Salazar glorifie le passé du Portugal et tend à insister sur ses spécificités et sa grandeur révolue, mettant par la même occasion en évidence sa pureté raciale : « Des guerres, nous en eûmes beaucoup, mais ni invasion ou confusion de races, ni annexions de territoires, ni substitution de maisons régnantes, ni variations de frontières ; du premier au dernier, les chefs eux-mêmes avaient dans les veines le même sang portugais<sup>7</sup>. » C'est d'ailleurs parce qu'il a voulu copier l'étranger que le Portugal a été en crise et qu'il a fallu mettre en place ce qu'il nomme une « dictature provisoire », expliquée ainsi en note de l'ouvrage : « La période de Dictature, d'ailleurs "modérée" a duré de 1926 à 1933. Cette année-là, la Constitution a été votée, qui est toujours en vigueur<sup>8</sup>. » Si Salazar assume le côté autoritaire de son régime au nom du nationalisme : « la supériorité de l'intérêt national, à laquelle doivent se subordonner les intérêts individuels, est entièrement justifiée et apparaît comme la raison suffisante – mais, en revanche, comme la seule légitime – des restrictions individuelles, des devoirs, des limitations imposées à l'exercice des libertés publiques », il tient à se distancier des régimes fascistes : « Sans doute, il y a dans le monde des systèmes politiques qui offrent des ressemblances, des points de contact avec le nationalisme portugais – d'ailleurs presque exclusivement limités à l'idée corporative. Mais les différences sont bien marquées dans les méthodes de réalisation et surtout dans la conception de l'État et dans l'organisation de l'appui politique et civil du gouvernement<sup>9</sup>. » Il va même plus loin en dénonçant, après guerre, les excès du nazisme raciste aux racines païennes<sup>10</sup>.

## Des thèmes toujours aussi habituels

Mais ce qui est particulièrement intéressant, c'est de retrouver dans cet ouvrage, bien plus que dans la précédente brochure



António de Oliveira Salazar

analysée, les thèmes récurrents de cette chronique. C'est ainsi que la troisième partie s'intitule « Les deux grandes valeurs de base : Dieu et la patrie » auxquelles on peut rajouter la famille, tant les citations des différentes époques sur ce thème ne se modifient guère. Sur le rôle de la religion, on retrouve une pensée finalement proche de celle de Maurras<sup>11</sup> : « Par conséquent, l'État portugais n'est pas confessionnel, mais il reconnaît l'importance tout à fait spéciale de la religion catholique dans la formation de la conscience portugaise, dans l'action historique de la Nation et, grâce aux missions, dans la conquête morale des terres d'outre-mer. Donc, il y va de l'intérêt général de concéder à l'Église soutien et sympathie, sans préjudice de la liberté de culte<sup>12</sup>. »

La conception du chef, du guide de la nation, entièrement dévoué à celle-ci est bien présente. Dans la préface et le portrait qui encadrent les écrits de Salazar, mais également dans ses derniers : « Mais l'homme, dans la vie domestique, dans le travail, dans la Nation, est obligé de s'organiser. Étant donné le déséquilibre de l'esprit humain, l'ordre n'est pas spontané : il faut que quelqu'un commande au bénéfice de tous et que le commandement soit confié à celui qui peut le mieux commander<sup>13</sup>. » Comme tous les dirigeants d'extrême droite, il tient surtout à souligner qu'il s'agit pour lui non pas de vouloir le pouvoir, mais bien de se sacrifier pour la nation en travaillant énormément, en n'étant qu'un simple technicien : « Je comprends que certains aient l'amour du commandement et éprouvent du plaisir à commander, mais ce n'est pas mon cas. Ne m'intéressant ni aux richesses ni aux honneurs, n'aimant pas à commander, j'ai toujours travaillé sans exaltation (...) <sup>14</sup> » Et d'en revenir à la notion d'autoritarisme parfois bien nécessaire : « La conscience nationale nous impose de "servir" : servir l'intérêt du peuple, avec le peuple, malgré lui, momentanément même contre lui, s'il est nécessaire<sup>15</sup>. »

« La société, comme l'individu, s'éduque quand elle obéit ; elle se démoralise quand elle s'habitue à la désobéissance sans encourir des responsabilités, ou bien à faire tomber par la force les unes après les autres les lois les plus justes<sup>16</sup>. » C'est pourquoi nous retrouvons le classique antiparlementarisme virulent dès les premières pages : « Il nous semble que le caractère fictif du régime constitutionnel, de la souveraineté du peuple, de la majorité parlementaire représentant la volonté de la nation, se trouvait, à l'époque – pour nous tout au moins qui n'avions aucune préoccupation politique – nettement et indiscutablement prouvé<sup>17</sup>. » Et de préciser sa pensée en faisant d'une pierre deux coups : dénoncer le parlementarisme

et justifier son régime : « Cette équivoque est due à ce que l'on a admis comme une vérité d'axiome, sans examen approfondi, cette triple équation : liberté égale démocratie ; démocratie égale parlementarisme ; parlementarisme égale opposition. Cette équation a été funestement responsable de ce que, dans un document officiel, les oppositions portugaises ont accusé de dictature le régime, du fait que le Gouvernement ne peut être renversé par les Chambres<sup>18</sup>. »

Enfin, si l'*Estado novo* portugais se présente comme une troisième voie : « Pour nous qui nous affirmons, d'un côté, anticommunistes et, de l'autre, antidémocrates et antilibéraux, autoritaires et interventionnistes, et aussi largement sociaux que l'exige de nous le principe de l'égalité de tous devant les bénéfices de la civilisation (...) <sup>19</sup> », il s'agit d'une troisième voie<sup>20</sup> qui s'attaque frontalement aux exclus de la société comme les chômeurs : « Ce que je puis affirmer, c'est que notre expérience (sur le chômage) est la plus intelligente, la plus originale qui ait été faite. Le subsidé, sans travail compensateur, démoralise les individus, les rend indolents, paresseux, complètement inutiles à la vie d'une société. Le subsidé, en échange de travail, au contraire, fait que les hommes ne perdent pas l'habitude de leur fonction naturelle dans la vie et permet d'enrichir le pays par la réalisation de travaux publics d'utilité générale<sup>21</sup> » et dont l'anticommunisme est central car perçu comme une lutte pour la survie de la civilisation : « Il s'est agrégé toutes les aberrations de l'intelligence et il est, en tant que système, indépendamment de quelques réalisations matérielles, la synthèse de toutes les révoltes traditionnelles de la matière contre l'esprit et de la barbarie contre la civilisation. Le communisme est la "grande hérésie" de notre époque<sup>22</sup>. »

## L'inégalité

Mais un ouvrage d'extrême droite ne serait pas complet s'il ne reprenait pas comme fondement le concept d'inégalité naturelle. Rejetant clairement l'héritage de 1789, Salazar ne fait évidemment pas l'impasse : « On a tellement proclamé les beautés de l'égalité et les avantages de la démocratie, et l'on s'est abaissé à tel point, en les exaltant, que l'on a vu s'opérer un nivellement par en bas, contre l'évidence des inégalités naturelles, contre la légitime et nécessaire hiérarchie des valeurs dans une société bien ordonnée<sup>23</sup>. » La solution est donc évidente : « Aujourd'hui, le problème le plus pressant est celui de la formation d'une élite, suffisante en nombre et en qualité, pour diriger efficacement la pensée et la vie de la Nation<sup>24</sup>. » ••

1 « Un nationalisme religieux : le Portugal de Salazar » in *Aide-mémoire* n°24 (avril-mai-juin 2003)

2 Oliveira SALAZAR, *Principes d'action. Préface de Pierre Gaxotte. Portrait de Salazar par Gustave Thibon*, coll. « Les grandes études politiques et sociales », Paris, Fayard, 1956, 254 p.

3 Sur l'Espagne voisine, voir « L'idéologie derrière la carte postale » in *Aide-mémoire* n°62 (octobre-novembre-décembre 2012).

4 P.233

5 Pp.213-214

6 Voir « La préparation de la reconquête idéologique » in *Aide-mémoire* n°42 d'octobre-novembre-décembre 2007.

7 P.80

8 P.127

9 P.85

10 Sur le bilan tiré par l'extrême droite des années 30-40, voir « Le bilan du nationalisme » in *Aide-mémoire* n°39 (janvier-février-mars 2007). Sur les aspects païens, voir « La tendance païenne de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°38 (octobre-novembre-décembre 2006).

11 Voir « De l'inégalité à la monarchie » in *Aide-mémoire* n°33 de juillet-août-septembre 2005.

12 Pp.75-76

13 P.59

14 P.145

15 P.51

16 P.33

17 P.17

18 P.156

19 P.73

20 Voir « Un vrai fasciste : ni de droite, ni de gauche mais... d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°31 (janvier-février-mars 2005)

21 P.115

22 P.174

23 P.166

24 P.34



page onze

Avec le soutien de la Région Wallonne, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Ville de Liège, de l'Enseignement communal Liégeois, de la Province de Liège, du Service des Affaires Culturelles de la Province de Liège et de l'Enseignement de la Province de Liège, du Centre funéraire de Robermont, du Groupe Graphique Chauveheid, de l'Union Liégeoise des Prisonniers Politiques et de l'Association Ernest De Craene.



**Le réseau « Territoire de Mémoire »**  
Les villes ou les communes

Aiseau-Presles, Amay, Andenne, Anhée, Ans, Anthisnes, Arlon, Assesse, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusy, Beloeil, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Faimes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Gedinne, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Hamois, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Leuze-en-Hainaut, Liège, Limbourg, Lincet, Lobbes, Lontzen, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Tinlot, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremmes, Wasseiges, Welkenraedt, Woluwe-Saint-Lambert, Yvoir

**Les provinces**  
Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur

# Le mot de la Présidente

Par **Dominique Dauby**

## Pas de naïveté !

S'il faut se réjouir de l'effondrement entamé depuis les élections communales de 2006 des partis représentant la droite extrême dans notre pays, nous devons néanmoins rester lucides. Les progressions quasi généralisées de certaines formations extrémistes ou qui constituent une nouvelle mouvance radicale doivent une fois de plus nous rendre très vigilants.

Pas question de « chanter victoire » ou de minimiser l'impact de tels résultats. Partout en Europe (France, Autriche, Allemagne, Grèce, Pays-Bas, la Hongrie, la Suisse, l'Italie, etc.) la banalisation de certaines idéologies fondées sur le rejet, les exclusions ou la haine fait croire à de nombreux citoyens que des réponses simples existent et qu'il est possible de changer les choses en accordant sa voix à des formations politiques dont ils seraient les premières victimes. Les thèmes récurrents de l'insécurité, de l'immigration, de l'antipolitisme, du populisme, du pipolisme... la stigmatisation de boucs émissaires qui seraient responsables de tous les dysfonctionnements de notre société, le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, le communautarisme... tous ces thèmes et bien d'autres sont en train de pervertir le discours ambiant en brouillant nos propres représentations. Face à la force de ces résurgences (qui ne sont pas nouvelles mais dont l'importance croît sans cesse), la réponse démocratique traditionnelle semble perdre de sa crédibilité.

Notre pays n'est évidemment pas épargné par ces inquiétantes manifestations. Quelles que soient les majorités mises en place, deux questions se posent à nous : comment prendre en compte la montée en puissance de certains partis nationalistes, populistes, extrémistes, radicaux et garantir les fondements de notre démocratie ? À l'inverse, comment éviter les effets dévastateurs d'une victimisation qui renforcerait encore leur importance ?



Face à ce défi, les Territoires de la Mémoire en appellent à nouveau à une vigilance de tous les instants et à l'exercice d'une citoyenneté active et démocratique. Dans ce contexte de grande incertitude et d'urgence, jamais les actions de notre association et celles de nos partenaires n'ont été autant pertinentes. Aujourd'hui, nous sommes les plus nombreux à ne pas tomber dans le piège des idées simplistes, des amalgames réducteurs et des solutions apparemment toutes faites. Le succès de la campagne TRIANGLE ROUGE marque l'importance pour des citoyens de plus en plus nombreux d'afficher un symbole de résistance à toutes ces idées qui nuisent à notre liberté. Le porter, c'est déjà un véritable acte d'engagement. Ne devenons jamais de simples spectateurs étrangers à ce qui nous arrive. ••

# Sonia Combe : Une vie contre une autre

Par **Jean-Louis Rouhart**

On ne peut que saluer la démarche de Sonia Combe qui, dans cet essai, analyse l'échange de victime en tant que modalité de survie dans le camp de Buchenwald et réexamine le rôle de la résistance antifasciste (communiste) dans ce camp. Ce faisant, elle bouleverse nombre d'idées reçues sur les détenus politiques et va au-delà du manichéisme traditionnel qui a figé la recherche dans l'ancienne RDA et orienté les discours des historiens de la nouvelle Allemagne réunifiée.

Concernant les échanges de victimes, l'auteure rappelle que les échanges de prisonniers avec des concentrationnaires morts ou presque morts, effectués à partir de 1942 par des détenus en fonction (Kapos) communistes dans les centres administratifs principaux du camp, faisaient partie du registre d'actions dont disposaient les détenus pour leur survie. Si des personnalités telles que Jorge Semprun, Imre Kertész, Elie Wiesel et Stéphane Hessel (entre autres) ont survécu, c'est grâce à cette mesure. Les remplacements des noms sur les listes des prisonniers destinés à des « transports » et donc voués à la mort, pratiqués par ces mêmes détenus en fonction, étaient également une pratique courante et relevaient, contrairement à ce que d'aucuns ont pu affirmer, tant d'une solidarité ethnique entre prisonniers d'une même nationalité que d'une solidarité politique intervenant entre des détenus d'une même obédience.

Sonia Combe fait également remarquer que, d'après les témoignages de nombreux survivants, la résistance antifasciste n'a pas sauvé que des communistes à Buchenwald. D'autres catégories de détenus, notamment des Juifs, adultes et enfants, leur doivent la vie, comme le montre le récit du petit Stefan Jerzy Zweig dans le roman *Nu parmi les loups* et la version cinématographique du même nom. Cette histoire, qui a contribué à façonner le mythe fondateur de la nation est-allemande, est certes très édulcorée mais néanmoins révélatrice dans la mesure où elle montre que certains individus ont pu survivre grâce à l'existence d'un réseau organisé de personnes partageant les mêmes opinions (communistes)<sup>1</sup>.

Sonia Combe mentionne également les raisons pour lesquelles la pratique des échanges de victimes, présente dans les études et les témoignages recueillis directement après la libération du camp, a été occultée par la suite pendant des années. Elle évoque ainsi le sentiment de culpabilité, inclus dans le syndrome des survivants, qu'ont développé certains bénéficiaires des échanges, les empêchant d'évoquer publiquement certains traumatismes et d'en faire partager le souvenir. Elle fait part également de la longue méfiance des historiens à l'égard des sources testimoniales orales et écrites et de leur réticence à parler de l'« indicible », en fait de la « zone grise » et des formes de collaboration avec les autorités du camp mises en exergue par Primo Levi. À la

lumière d'archives rendues accessibles en 2007, elle montre en outre que des communistes est-allemands, venus de l'extérieur, ont eu intérêt à dissimuler des documents compromettants à charge de certains résistants antifascistes du camp, devenus entretemps leurs adversaires politiques. Il s'agissait pour eux non pas, comme on serait tenté de le croire, de couvrir les actes répréhensibles que les Kapos communistes auraient éventuellement commis, mais d'empêcher la divulgation des mesures répressives prises à l'encontre de ces Kapos lors des procès ayant suivi la libération des camps.

Par ailleurs, Sonia Combe prend ses distances par rapport aux historiens ouest-allemands qui tendent à discréditer les Kapos communistes et à sous-estimer leur rôle lors de la libération du camp de Buchenwald. Elle montre ainsi que les anciens résistants communistes, élevés à la dignité de héros dans les publications officielles de la RDA, puis descendus brutalement de leur piédestal après la Réunification de l'Allemagne, avaient leurs qualités et leurs faiblesses ; elle constate toutefois que la plupart du temps, leurs actions sont jugées positives dans les documents testimoniaux oraux et écrits. Par ailleurs, elle considère que les antifascistes, s'ils n'ont pas libéré le camp de Buchenwald par eux-mêmes, ont correctement apprécié la situation en avril 45 en ne déclenchant pas une insurrection prématurée.

Mettant en balance les mythes est-allemand et ouest-allemand, Sonia Combe fait observer que c'est l'Allemagne de l'Ouest qui a produit les mythes les plus contraires à la vérité historique, en l'occurrence les mythes de la *Wehrmacht* et de la diplomatie du *Reich* prétendant étrangères au génocide des Juifs.

Enfin, elle nous rappelle que l'histoire est un constant *work in progress*, que selon la période et les enjeux du moment, l'interprétation d'un même fait peut conclure à l'établissement de vérités quasi antagoniques. C'est pourquoi il conviendrait, selon elle, de dépasser le stade par trop réducteur du postcommunisme qui s'est développé après la Réunification et de reprendre la recherche sur l'antifascisme en la replaçant dans le cadre plus général de la lutte collective européenne contre le nazisme. ••

**Sonia Combe, Une vie contre une autre. Échange de victime et modalités de survie dans le camp de Buchenwald, Paris, Fayard, 2014**

<sup>1</sup> À ce sujet, voir notre article : « Bill Niven : The Buchenwald Child. Truth, Fiction and Propaganda » in *Aide-mémoire* 63, octobre-décembre 2013.